



VIGNOBLES QUÉBÉCOIS
MENACÉS PAR LE GEL

OPÉRATION « FEUX »

AFFAIRES

Au Domaine du Ridge, dans les Cantons-de-l'Est, on a allumé des centaines de petits feux à travers les rangs de vignes pour les réchauffer.

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

LA PRESSE

THÉÂTRE /
DES FEMMES DE
WAJDI MOUAWAD
**NOTRE
CRITIQUE**
ARTS

PHOTO FOURNIE PAR LE TNM

SNC-LAVALIN

UN EX-PATRON SOUS LES VERROUS

Riadh Ben Aïssa est soupçonné de blanchiment d'argent, d'escroquerie et de corruption.

PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

EXCLUSIF
La firme-conseil québécoise est aussi visée par une commission d'enquête sur la corruption en Tunisie.
ISABELLE HACHEY PAGES A2 ET A3



PHOTO ASSOCIATED PRESS

AUTO LA PRESSE AU SALON DE PÉKIN

PLEINS FEUX SUR LA CHINE

Les échos d'un des plus grands salons automobiles du monde.

AUSSI DANS LE CAHIER AUTO
LES BOLIDES DES SUPERHÉROS D'AVENGERS

EXCLUSIF
**MOBY EN
VELETTE
AU C2-MTL**
Le célèbre DJ new-yorkais sera à Montréal
ARTS

PIÉTON HAPPÉ
PAR UN TAXI
**GRAVE
DÉRAPAGE**
Une altercation a viré au drame tard samedi soir.
PAGE A8

TRANSPORT
**POINT
DE SALUT
SANS
PÉAGES?**
PAGES A14 ET A15

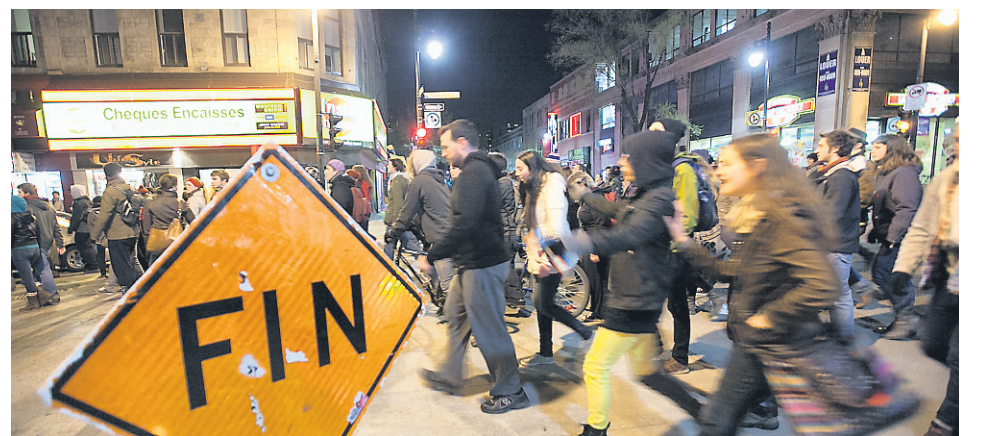


PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE

DROITS DE SCOLARITÉ

QUÉBEC DE JOUR, MONTRÉAL DE NUIT

La CLASSE a rejeté hier à Québec l'offre du gouvernement. À Montréal, des étudiants ont repris le flambeau en soirée.
PAGES A6 ET A7

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE
Avec toutes ces manifestations, on n'aura peut-être pas une jeunesse instruite, mais on va avoir une jeunesse en forme.

Cb Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



PHILIPPE CANTIN
STADES: LA VALSE DES MILLIONS
SPORTS

HARWOODS

Votre Destination Planchers

« Planchers et escaliers à des prix imbattables... GARANTIS! »

MAINTENANT 4 MAGASINS!

Achat Extra Spécial
439 \$/pi²

Chêne rouge canadien 3 1/4" grade sélect et meilleur.
Fini à base d'oxyde d'aluminium avec nanotechnologie pour un vernis très clair, 35 ans de garantie résidentielle.
prix régulier **5,85\$**/pi²
CS-137

PRODUIT DU QUÉBEC

* Les quantités sont limitées
* Les couleurs réelles peuvent varier légèrement.

980, ave St-Charles, Vaudreuil-Dorion (QC) 450-424-5334
1950, boul. Le Corbusier, Laval (QC) 450-688-2424
2304, Chemin Gascon, Terrebonne (QC) 450-326-2424
211, boul. Brien, Repentigny (QC) 450-704-4400
www.harwoods.ca

SNC-LAVALIN DANS LA TOURMENTE

Riadh Ben Aïssa, ancien haut dirigeant de SNC-Lavalin, a été arrêté et emprisonné en Suisse, où les autorités le soupçonnent de blanchiment d'argent et de corruption dans des affaires conclues en Afrique du Nord. Au cœur de cet immense scandale: le bureau de SNC-Lavalin à Tunis, dont le siège social semble avoir littéralement perdu le contrôle. Et le géant du génie québécois n'est pas sorti de l'auberge: *La Presse* a appris qu'en Tunisie, la commission d'enquête sur la corruption de l'ancien régime se penche sur l'attribution douteuse d'un contrat de 320 millions de dollars à la firme montréalaise.



La GRC a effectué une perquisition au siège social de SNC-Lavalin, à Montréal, le 13 avril dernier. L'intervention policière a été faite à la demande des autorités suisses, dans le cadre de leur enquête qui a mené à l'arrestation de Riadh Ben Aïssa.

Un ex-patron arrêté

ISABELLE HACHEY

L'ancien grand patron de SNC-Lavalin en Afrique du Nord, Riadh Ben Aïssa, est emprisonné depuis deux semaines en Suisse.

L'ancien vice-président directeur de la firme d'ingénierie montréalaise est soupçonné de blanchiment d'argent, d'escroquerie et de corruption d'agents publics à l'étranger par les autorités helvétiques, qui enquêtent depuis un an sur cette affaire.

Le ministère public de la Confédération suisse a confirmé hier l'arrestation de M. Ben Aïssa, détenu à Berne depuis la mi-avril. L'enquête est liée à des «affaires conclues» en Afrique du

Nord, a précisé Jeannette Balmer, porte-parole du Ministère, à la chaîne publique RTS.

La perquisition de la GRC au siège social de SNC-Lavalin

service au sein de l'entreprise. L'ancien vice-président avait tissé des liens étroits avec le clan de Mouammar Kadhafi, ce qui lui avait permis de décrocher des contrats valant

des milliards de dollars en Libye. SNC-Lavalin a longtemps profité des contacts de M. Ben Aïssa, mais elle reproche désormais à ce Canadien d'origine tunisienne d'avoir

enfreint le code d'éthique de l'entreprise en versant 56 millions de dollars à des «agents intermédiaires» dans le but d'obtenir deux contrats.

Vraisemblablement, l'argent a aussi transité par des comptes bancaires en Suisse – d'où l'enquête déclenchée en mai 2011. SNC-Lavalin a reçu confirmation de l'arrestation de son ancien haut dirigeant, mais affirme ne détenir aucun autre détail. «Si des crimes ont été commis par M. Ben Aïssa ou par n'importe quel autre ancien employé, la Société soutient qu'ils devraient être tenus responsables», a déclaré la porte-parole, Leslie Quinton, dans un communiqué.

M. Ben Aïssa a été limogé le 9 février, après 27 ans de service au sein de l'entreprise. L'ancien vice-président avait tissé des liens étroits avec le clan de Mouammar Kadhafi, ce qui lui avait permis de décrocher des contrats valant des milliards de dollars en Libye.

Faire le ménage

Pendant plusieurs années, Riadh Ben Aïssa a géré les affaires de SNC-Lavalin en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

de Montréal, le 13 avril, a été faite à la demande des autorités suisses. Un enquêteur de ce pays était d'ailleurs présent lors de la perquisition.

M. Ben Aïssa a été limogé le 9 février, après 27 ans de

des milliards de dollars en Libye. La société n'a pas identifié les projets en question, mais a révélé qu'une part importante des paiements douteux de [22,5 millions] avait été effectuée par le bureau de SNC-Lavalin à Tunis.

TRADITION AND INNOVATION.

PANERAI.COM

LUMINOR 1950 8 DAYS GMT - 44MM

PANERAI
LABORATORIO DI IDEE.

CHÂTEAU D'IVOIRE
— JOAILLIERS —

2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL: (514) 845-4651 SANS-FRAIS: 1-888-883-8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM



PHOTO FOURNIE PAR L'INGÉNIEUR LIBYEN ALJAREH JEBREIL

Le chantier de l'aéroport de Benghazi, un des projets obtenus en Libye par SNC-Lavalin à l'époque de Mouammar Kadhafi.

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

SOMMAIRE

Amusez-vous! SPORTS 7
Astrologie du jour AFFAIRES 9
Débats A 18-19
Décès AFFAIRES 9
Horaire télévision ARTS 4

Loteries A 17
Monde A 16-17
Personnalité SPORTS 8
Petites annonces AFFAIRES 8
Sudoku AFFAIRES 4

Météo

Ensoleillé, vents légers, maximum 13, minimum 7. AFFAIRES 8

SNC-LAVALIN DANS LA TOURMENTE



PHOTO GRAHAM HUGHES, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

en Suisse

Or, la firme montréalaise a «perdu le contrôle» dans cette région, selon des employés interrogés par *La Presse* en Tunisie. Ces ingénieurs parlent de népotisme, de corruption généralisée et de chantiers gérés avec incompetence en Tunisie et en Libye.

Au cœur de ce dérapage: le bureau de SNC-Lavalin à Tunis, où était basé Riadh Ben Aïssa. Et par où sont passés les mystérieux paiements, que l'on soupçonne d'être des pots-de-vin.

«Même à notre niveau, on sent la corruption. On n'a pas le droit de communiquer directement avec les fournisseurs. Le bureau de Tunis nous impose des intermédiaires qui n'ont pas les compétences techniques pour nous conseiller», raconte un ingénieur tunisien.

Reprendre en main

Le siège social tente maintenant de reprendre les choses en main. Le 26 avril, il a annoncé que le directeur général de la firme en Tunisie, Hugues Crener, avait quitté l'entreprise «pour relever de nouveaux défis», selon un courriel aux employés tunisiens, dont *La Presse* a obtenu copie.

M. Crener a été montré du doigt par des employés comme étant l'une des sources du problème à Tunis, tout comme Anis Mahmoud, qui a dirigé le chantier de l'aéroport de Benghazi, en Libye, puis celui de la centrale thermique de Sousse, en Tunisie.

«Anis Mahmoud n'avait pas les compétences pour piloter un projet d'aéroport, dit un ingénieur qui a travaillé sur ce chantier. Ce n'est pas une lumière. Mais malgré tout ce qu'on peut lui reprocher, il n'était qu'un pion. Le pion de Riadh Ben Aïssa.»

Il y a quelques semaines, SNC-Lavalin a remplacé M. Mahmoud par un ingénieur canadien à la tête du chantier de la centrale de Sousse, confirme Hédi Gharbi, directeur du projet à la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG).

Le chantier de Sousse accuse un important retard, admet-il. «Nous avons eu plusieurs réunions avec le nouveau chef de projet venu du Canada pour tenter de résoudre les problèmes.»

— Avec la collaboration de David Santerre

Qui est Riadh Ben Aïssa ?



DAVID SANTERRE

Riadh Ben Aïssa a occupé le poste de vice-président directeur, responsable de la division Construction de SNC-Lavalin, jusqu'à son départ le 9 février 2012. Canadien d'origine tunisienne, il est titulaire d'un MBA de l'Université d'Ottawa et a entamé sa carrière chez Lavalin en 1985, avant la fusion avec SNC. Il est devenu

l'homme de la firme au Moyen-Orient. Très proche de Saadi Kadhafi, fils du défunt dictateur libyen, il a contribué à l'obtention des gros contrats en Lybie, notamment ceux de la grande rivière artificielle et de l'aéroport de Benghazi. Il aurait approuvé des paiements de 56 millions de dollars dont SNC-Lavalin a perdu la trace, et qui auraient pu servir au versement de pots-de-vin.



PHOTO FETHI BELAID, AGENCE FRANCE-PRESSE

Sakher el-Materi, le gendre de l'ex-président tunisien Zine El Abidine Ben Ali. M. El-Materi est accusé d'avoir mis la main sur de nombreuses affaires juteuses en Tunisie depuis 2004. Il aurait reçu une lettre de SNC-Lavalin qui met la firme dans l'embarras. Il a aussi des liens avec le Canada: en 2008, il a acheté une maison de 2,5 millions de dollars à Westmount.

Commission tunisienne

La société d'ingénierie au cœur d'une enquête sur la corruption

EXCLUSIF

ISABELLE HACHEY
TUNIS

Après la débâcle libyenne, le Printemps arabe risque d'infliger une autre grande dégelée à SNC-Lavalin.

En Tunisie, une commission d'enquête sur la corruption de l'ancien régime a ouvert un dossier sur l'attribution d'un contrat de 320 millions de dollars à la firme d'ingénierie québécoise, a appris *La Presse*.

La Commission d'investigation sur la corruption et les malversations (CICM) a trouvé un document incriminant pour SNC-Lavalin dans les archives du palais de Carthage, siège du président déchu Zine el-Abidine Ben Ali, qui a fui le pays en catastrophe lors de la révolution du 14 janvier 2011.

Selon nos informations, il s'agit d'une lettre adressée par un membre de la firme au gendre du président, Sakher el-Materi, à propos de la construction d'une centrale thermique à Sousse. Le contrat a été attribué en 2010 à SNC-Lavalin et à son partenaire italien, Ansaldo Energia.

Sakher el-Materi est accusé d'avoir mis la main sur de nombreuses affaires juteuses en Tunisie depuis son mariage, en 2004, avec l'une des filles du président. Il a aussi des liens avec le Canada: en 2008, il a acheté une maison de 2,5 millions de dollars à Westmount.

La résidence de Westmount

Un cadre de SNC-Lavalin responsable du développement des affaires en Afrique du Nord, Kébir Ratnani, avait une procuration pour s'occuper de la luxueuse résidence accrochée au flanc du mont Royal.

La CICM est chargée d'enquêter sur les affaires de corruption impliquant le clan Ben Ali. La tâche est titanesque. Présents dans tous les secteurs économiques de la Tunisie, les familles de l'ancien président et de sa femme, Leila Trabelsi, ont pillé les richesses du pays pendant plus de deux décennies.

Jusqu'ici, la CICM a transféré près de 400 dossiers à la justice tunisienne. Elle ne l'a pas encore fait dans le cas de SNC-Lavalin. «Nous n'avons pas achevé l'étude du dossier. Une fois que le dossier sera achevé, il sera transmis à la justice si nous avons suffisamment d'éléments de preuves. Ce sera au parquet de décider de poursuivre ou pas», explique la juriste Neila Chaabane, membre de la commission.

Jusqu'à maintenant, dit-elle, des instructions ont été ouvertes dans plus de 90 % des dossiers transmis par la CICM à la justice.

La Presse n'a pas obtenu copie de la lettre adressée à Sakher el-Materi. Quatre sources ont toutefois confirmé l'ouverture d'une enquête de la commission. «Il y a un dossier. Ça, c'est sûr. Selon toute vraisemblance, il y a eu versement d'un pot-de-vin», dit Néji Baccouche, membre de la CICM et doyen de la faculté de droit de l'Université de Sfax.

Cette enquête n'étonne pas Sami Remadi, président de l'Association tunisienne pour la transparence financière. «Il est impossible que des projets de cette taille aient été attribués sans pots-de-vin à l'époque de Ben Ali, dit-il. Des projets de ce genre, cela ne transitait que par cette famille. Ce n'est pas un hasard si un employé de Lavalin avait une procuration pour gérer la maison du gendre du président.»

Rencontre au Karthago Palace

Kébir Ratnani, vice-président de SNC-Lavalin basé au Maroc, travaillait sous les ordres de Riadh Ben Aïssa. Cet ancien grand patron de la société en Afrique du Nord est détenu en Suisse, où il est soupçonné de corruption, d'escroquerie et de blanchiment d'argent.

M. Ratnani soutient que la direction de SNC-Lavalin savait très bien qu'il détenait une procuration pour s'occuper de la résidence de M. El-Materi à

Westmount. «Elle savait ce que je faisais. Pourquoi devrais-je être gêné d'avoir aidé El-Materi à ce moment-là?», s'était-il défendu sur les ondes de Radio-Canada, en janvier.

SNC-Lavalin nie avoir su quoi que ce soit à propos de cette maison, saisie par Ottawa dans le cadre d'une loi sur le gel des avoirs des dirigeants étrangers corrompus.

Riadh Ben Aïssa, quant à lui, a déclaré le 10 février qu'il n'avait «en aucun temps» discuté avec M. Ratnani du sort des membres de la famille Ben Ali ou de leurs biens.

M. Ben Aïssa a aussi assuré n'avoir «jamais parlé, ni même rencontré» Belhassen Trabelsi, le beau-frère honni de l'ancien président, qui s'est réfugié à Montréal après la chute du régime. Réagissant aux allégations d'employés de SNC-Lavalin, selon lesquels M. Ben Aïssa avait apporté son aide à M. Trabelsi, l'ancien haut dirigeant a rétorqué qu'il «ne connaît tout simplement pas l'homme en question».

Mais un homme d'affaires qui a travaillé en étroite collaboration avec M. Trabelsi avant la révolution en Tunisie a confié à *La Presse* avoir vu les deux hommes prendre part à la même réception privée, à

La Commission d'investigation sur la corruption et les malversations (CICM) a trouvé un document incriminant pour SNC-Lavalin dans les archives du palais de Carthage, siège du président déchu Zine el-Abidine Ben Ali.

l'hôtel Karthago Palace, vers la fin novembre 2009.

Selon cet homme d'affaires, le contact privilégié de M. Ben Aïssa au sein de la famille Ben Ali n'était pas Belhassen Trabelsi, mais l'un de ses beaux-frères, Montasser Maherzi. «Je les ai vus s'échanger de chaleureuses poignées de mains.»

Pots-de-vin et paradis fiscaux

Neila Chaabane épluche depuis des mois les papiers que le clan Ben Ali a abandonnés dans sa fuite. Selon elle, il est «quasiment certain» que tous les projets importants au pays ont été entachés de corruption. Mais retracer l'argent versé n'est pas une mince tâche. «Généralement, les pots-de-vin sont versés à l'étranger, sur des comptes en Suisse, au Liban ou dans certains paradis fiscaux», explique-t-elle.

Parfois, les entreprises étrangères se font pincer. C'est le cas du géant français de l'ingénierie Alstom, qui a été condamné en novembre par la justice suisse à verser 31,5 millions d'euros dans plusieurs affaires de corruption, notamment en Tunisie, où la firme a construit deux centrales thermiques.

Alstom a signé les contrats avec la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG), mais Slim Chiboub, un autre gendre du président, en a bien profité. Selon le quotidien suisse *Le Temps*, Alstom lui a versé 14 millions de dollars «en échange de prestations de "consultant" que la justice suisse soupçonne être fictives».

L'argent a été versé dans deux comptes offshores de Slim Chiboub.

Dans le cas de la centrale thermique de Sousse, Alstom a été coiffée au poteau par SNC-Lavalin. Mais le directeur du projet pour la STEG, Hédi Gharbi, est catégorique: l'appel d'offres a été mené selon les règles. Toutes les procédures habituelles ont été suivies à la lettre. Aucun ordre n'est venu «d'en haut» pour que soit favorisée l'entreprise québécoise.

«On n'a pas vu de failles à notre niveau. Pour le reste, je ne peux pas en parler, je ne sais pas. Nous, on se limite à ce qui se passe à la STEG. Vous nous parlez de choses qu'on ignore complètement.»

SANTÉ

Partage des renseignements en santé

Le débat s'annonce animé

SARA CHAMPAGNE

Les audiences tant attendues sur le partage des renseignements en santé s'ouvriront

jeudi, en commission parlementaire, dans le cadre de l'adoption du projet de loi encadrant le fameux Dossier santé Québec (DSQ). Le

débat entourant la divulgation de certaines informations, surtout en matière de santé mentale, s'annonce animé.

Plus d'une vingtaine de regroupements seront entendus au sujet de ce grand projet d'information en santé, dont le Comité des orphelins

victimes d'abus (COVA) qui réclame que les faux diagnostics de « débilite mentale », accolés de 1940 à 1965, soient détruits. « Nous allons demander au ministre Yves Bolduc de faire une déclaration officielle dans laquelle il s'engage à les détruire, a expliqué à *La Presse* le président du COVA, Lucien Landry. Nous avons l'appui de l'Agence de la santé de Montréal et de plusieurs groupes de défense. »

Paul Brunet, du Conseil pour la protection des malades, entend aussi demander des garanties pour la confidentialité de certains renseignements médicaux. « Nous sommes d'accord avec la notion de consentement implicite. Mais il faut s'assurer qu'il y a un mécanisme pour qu'à tout moment, un patient puisse retirer son dossier informatisé. Par exemple, il est tout à fait normal qu'un individu qui a un dossier psychiatrique n'ait pas envie que son orthopédiste en soit informé. On se demande aussi qui va héberger les banques d'informations. On n'a rien contre la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ), mais on a des craintes. »

Six domaines cliniques

Le projet de loi attendu depuis plus de cinq ans (loi 59) encadrera le partage des renseignements informatisés dans six domaines cliniques: médicament, laboratoire, imagerie médicale, immunisation, allergies et intolérances, et hospitalisation des patients. Jusqu'à aujourd'hui, le ministre de la Santé, Yves Bolduc, a gardé dans le plus grand secret les détails de la loi exposés dans un document de 56 pages.

M^e Jean-Pierre Ménard, avocat spécialisé dans les causes médicales, sera appelé à se prononcer au nom du Barreau du Québec. « Je peux comprendre les patients qui se méfient de l'informatisation de leur dossier, a-t-il dit en son nom personnel. Par exemple, la banque informatique sur les médicaments permettra aux médecins de savoir si un patient prend des antidépresseurs ou des neuroleptiques. C'est une loi très forte et il faut la vulgariser. Il y aura aussi beaucoup de travail d'éducation à faire auprès des médecins et professionnels de la santé au sujet de la santé mentale. Malgré la sensibilisation, c'est dans ce domaine que les patients touchés sont le plus lésés. »

Demandes des pharmaciens

Sans vouloir dévoiler toutes ses cartes, le passage de l'Association québécoise des pharmaciens propriétaires en commission parlementaire risque de ne pas passer inaperçu. Elle réclame depuis deux ans une hausse des honoraires professionnels, notamment pour l'exécution des ordonnances couvertes par l'assurance médicaments. À l'heure actuelle, ces honoraires varient de 7,89 \$ à 8,44 \$ par médicament prescrit. « Quand un médecin pose un acte, il est payé, je ne vois pas pourquoi les pharmaciens ne le seraient pas, a expliqué le directeur des affaires publiques de l'Association québécoise des pharmaciens propriétaires », Vincent Forcier.

Le Parti québécois entend pour sa part inscrire aux audiences la Commission d'accès à l'information pour aborder d'autres aspects légaux de l'informatisation en santé.

Une solution globale pour l'accessibilité aux études universitaires

Le gouvernement a été à l'écoute et présente aujourd'hui à l'ensemble des Québécois et aux étudiants une solution globale qui répond aux préoccupations exprimées par ces derniers. Cette solution permet à tous les étudiants qui le désirent d'accéder aux études supérieures sans pour autant nuire à leur situation financière à la fin de celles-ci.

- 1- L'étalement de la hausse des droits de scolarité passe de **5 ans à 7 ans** et l'augmentation annuelle des droits de scolarité, de **325 \$ à 255 \$**. Après l'application du crédit d'impôt, cela représente 177 \$ par année, soit 0,50 \$ par jour.
- 2- Ajout de **39 millions de dollars** en bourses pour la classe moyenne : **44 000 étudiants** y auront accès.
- 3- Meilleur **accès aux prêts**.
- 4- Instauration du **remboursement proportionnel au revenu**.
- 5- Mise sur pied d'un **conseil pour assurer une meilleure gestion** des universités.
- 6- **Évaluation périodique** de l'impact de la hausse sur l'accessibilité aux études.

Parce que la clé, c'est l'accessibilité :
www.droitsdescolarité.com

ON BRANCHE OU ON NE BRANCHE PAS?

En janvier dernier, l'Association québécoise des pharmaciens propriétaires a cessé de collaborer avec le gouvernement afin que les négociations reprennent pour améliorer les honoraires professionnels de ses membres. Le ministre Yves Bolduc a fait jusqu'ici la sourde oreille, expliquant qu'il attendait l'entrée en vigueur des pouvoirs accrus des pharmaciens, notamment pour renouveler certaines ordonnances. Actuellement, 154 pharmacies sont branchées au réseau de la santé sur un total de 1800 au Québec. Cette informatisation a nécessité sept ans de travail. Accusant plusieurs retards et des dépassements de coûts, le déploiement du DSQ à travers la province coûtera au moins 500 millions, et doit être terminé d'ici 2015.

Québec 

La GRC a un « devoir civique »



**YVES
BOISVERT**
CHRONIQUE

En enquêtant sur le crime organisé, la GRC a filmé un des plus importants constructeurs au Québec à table avec le parrain de la mafia sicilienne, Nick Rizzuto.

Frank Catania, dont l'entreprise a fait l'objet de perquisitions la semaine dernière, était devant feu Rizzuto pendant que ce dernier plaçait des liasses de billets de banque dans ses chaussettes, dans les années 2000.

De l'argent qui ne provenait pas d'un placement à la Banque Nationale, comme vous vous en doutez, mais plutôt d'activités illégales.

Des gens proches de la mafia se sont également cotisés pour offrir un cadeau de retraite à M. Catania.

Tout cela n'est pas criminel. Mais ça montre certains liens d'amitié qui unissent le constructeur à des gens peu recommandables.

Tout cela, mais bien plus, ressort de la vaste enquête Colisée, menée par la GRC entre 2002 et 2006. Et tout cela intéresse grandement la commission Charbonneau.

Plus de 1,5 million de conversations ont été enregistrées, 1500 vidéos filmées, des photos prises, etc.

Une partie de ce matériel est fort pertinent pour la commission. Mais la GRC refuse de le communiquer, invoquant différents arguments juridiques: crainte pour les informateurs, interdiction d'une commission

provinciale d'enquêter sur un organisme fédéral, demandes imprécises et trop vastes, etc.

Vendredi, la juge Guylène Beaugé de la Cour supérieure les a tous rejetés en 14 petites pages bien tassées.

informations sur le milieu criminel et ses liens avec celui de la construction.

Les avocats du gouvernement fédéral allaient jusqu'à dire que la GRC se rendrait coupable d'un crime si elle divulguait des conversations enregistrées. C'est en effet interdit pour vous et moi. Mais il existe une très claire exemption dans le Code criminel pour permettre la collaboration avec la justice.

Il n'y a en somme aucune raison valable pour que la GRC refuse aussi catégo-

La police fédérale a ici une « obligation civique fondamentale » de collaborer, comme dit la juge Beaugé.

Les arguments légalistes ressemblent à des prétextes pour ne pas collaborer à cette enquête qui a une importance historique pour la démocratie québécoise.

La GRC craint-elle qu'on découvre des ratés dans certaines enquêtes?

Selon ce qu'on a dit ou laissé entendre après l'assassinat d'un mafieux l'automne dernier, d'autres vastes enquêtes sont en

C'est le temps de se mettre à table et de collaborer de manière intelligente. Il est déjà très tard.

Précision sur les droits de scolarité – Études en médecine –

Des étudiants et des parents d'étudiants en médecine me font remarquer qu'il en coûte plus de 2200 \$ par trimestre pour étudier en médecine au Québec, contrairement à ce que j'écrivais dans notre édition de samedi. De fait, pour chaque crédit, le coût des études universitaires est le même, qu'on étudie en philo ou en médecine. Mais il se trouve qu'on fait plus de crédits en médecine, d'où un coût total plus élevé, malgré une « parité » de principe. J'espère qu'il ne s'en trouve pas pour se plaindre? Un coup d'œil à la situation ontarienne risque fort d'apaiser le sentiment d'injustice de quelques étudiants... (Il y coûte souvent 20 000 \$ par année pour étudier en médecine, et les droits sont modulés selon les facultés, comme d'ailleurs partout au Canada, sauf au Québec). Favorise-t-on l'accès à la médecine aux plus démunis au Québec? Pas du tout. La très, très grande majorité des étudiants en médecine proviennent des couches les plus aisées de la société québécoise, généreusement subventionnés par la classe moyenne – mais ne le dites surtout pas.



Les avocats du gouvernement fédéral allaient jusqu'à dire que la GRC se rendrait coupable d'un crime si elle divulguait des conversations enregistrées. C'est en effet interdit pour vous et moi. Mais il existe une très claire exemption dans le Code criminel pour permettre la collaboration avec la justice.

PHOTO ARCHIVES DARRYL DYCK, LA PRESSE CANADIENNE

riquement de collaborer avec la commission, qui l'a contactée... au mois de novembre.

Quand on apprend en plus, selon mon collègue André Noël, que la police fédérale détiendrait des photos d'un important entrepreneur en compagnie de Vito Rizzuto, et qu'elle refuse de transmettre ces photos, on est un peu intrigué.

Mais il s'agit pourtant uniquement de renseignements au sujet d'une enquête terminée en... 2006! Cela pour trouver des pistes, des témoins.

L'intérêt public commande qu'il n'y ait pas d'appel dans ce dossier, tant l'enjeu est important, et tant les arguments juridiques de la GRC sont faibles. Ça commencerait autrement à sentir carrément la mauvaise foi.

Pour joindre notre chroniqueur : yves.boisvert@lapresse.ca

L'Association des concessionnaires Cadillac du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles neuves berline CTS à transmission automatique 2012 (GMMS9/LSBMMO) et SRX 2012 (GMG26/LSA). Les frais liés à l'inscription au RDPRM, si applicables, et les droits sur les pneus sont en sus et payables à la livraison. Le modèle illustré peut comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. 1. Prix à l'achat de 38 135 \$ pour la CTS à propulsion arrière, de 42 693 \$ pour la CTS à propulsion avant, de 40 310 \$ pour la CTS à propulsion arrière, de 42 693 \$ pour le SRX. Paiements mensuels basés sur une location de 48 mois, à un taux de location de 0,9 % pour la berline CTS et de 1,9 % pour le SRX. Sur approbation de crédit de la Financial Corporation. Première mensualité exigible à la livraison. Aucun dépôt de sécurité requis. Transport (1 250 \$) et taxe de climatisation (100 \$) inclus. Immobilisation, assurance, droits et taxes en sus. Comprend un rabais (avant les taxes) de 2 500 \$ pour la berline CTS et de 1 000 \$ pour le SRX. Ce rabais est un crédit de livraison offert au consommateur par le fabricant et est offert aux particuliers seulement. 2. Programme Entretien supérieur de Cadillac sans frais de 1 an ou 20 000 km. Selon la première éventualité. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMQ Québec (excepté la région de Québec - Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre promotionnelle. 3. L'achat, à l'exception des programmes incitatifs, d'achat, à l'exception des programmes incitatifs, de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 888-446-2000 ou visitez gm.ca. à tout moment et sans frais. Le consommateur peut vendre ou louer à prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peuvent être requis. Pour de plus amples renseignements, composez le 1 888-446-2000 ou visitez gm.ca.



LA CADILLAC DES LOCATIONS

BERLINE CTS 2012
PROPULSION ARRIÈRE

MISE DE FOND	PAIEMENT	LOCATION
0 \$	489 \$/MOIS	48/MOIS
1 999 \$	445 \$/MOIS	48/MOIS
4 999 \$	382 \$/MOIS	48/MOIS

TRACTION INTÉGRALE

MISE DE FOND	PAIEMENT	LOCATION
0 \$	509 \$/MOIS	48/MOIS

COMPREND LE TRANSPORT ET LA TAXE DE CLIMATISATION



SRX 2012

MISE DE FOND	PAIEMENT	LOCATION
0 \$	569 \$/MOIS	48/MOIS
1 999 \$	525 \$/MOIS	48/MOIS
4 999 \$	460 \$/MOIS	48/MOIS

COMPREND LE TRANSPORT ET LA TAXE DE CLIMATISATION

Profitez des avantages du programme Entretien supérieur de Cadillac²





offrescadillac.ca

GRÈVE ÉTUDIANTE

Une autre marche « jusqu'à la victoire »

Des milliers d'étudiants en grève ont de nouveau manifesté dans les rues de Montréal, hier

DAVID SANTERRE

« Une manifestation nocturne jusqu'à la victoire ». Voilà le leitmotiv des étudiants contre la hausse des droits de scolarité depuis quelques jours.

Et hier soir n'a pas fait exception, puisqu'une nouvelle manifestation a réuni plusieurs centaines de militants pour une marche au départ du parc Émilie-Gamelin, à Montréal, vers 21h.

Lorsqu'ils ont entamé leur marche, les manifestants étaient environ 1200. Comme à son habitude, le camion-flûte du SPVM leur a demandé de s'abstenir de commettre des infractions, sans quoi la manifestation sera qualifiée d'illégal.

Au moment de mettre sous presse, le tout se déroulait dans l'ordre. La manifestation avait grossi pour atteindre environ 2000 ou 3000 participants.

Les événements créés sur Facebook ces derniers jours pour annoncer ces marches nocturnes ont égrené le chapelet de jurons ecclésiastiques pour baptiser ces rassemblements. Ainsi il y a eu les « ostie » et « tabarnak » de grosses manif. Hier, les étudiants en étaient à la



Au moment de mettre sous presse, on pouvait dénombrer environ 2000 ou 3000 participants à cette nouvelle manifestation étudiante nocturne.

« torpinouche de grosse manif dimanche soir round IV ». Sur la page Facebook de l'événement, près de 2000 personnes avaient confirmé leur présence vers 19h.

À chaque soir sa marche

Ces marches nocturnes constituées en majorité de manifestants pacifiques ont tout de même viré, mardi et mercredi dernier, à

l'affrontement entre de petits groupes de militants plus radicaux et les policiers. Des vitrines de commerces, des banques surtout, ont volé en éclats. La plupart du temps,

les casseurs se sont fait huer, voire attaquer, par des manifestants ne voulant pas voir la violence marquer leurs actions.

Plusieurs manifestants ont été arrêtés. Depuis jeudi toutefois, la foule se comporte de façon exemplaire. Les policiers ont aussi adopté une stratégie différente. Plutôt que de suivre la foule à distance et d'intervenir massivement à grands renforts de boucliers et de gaz CS, ils se sont intégrés au cortège. Et, au besoin, ils ciblent les présumés éléments perturbateurs et laissent le reste du groupe manifester, même après avoir déclaré l'attroupement illégal.

En après-midi, un groupe d'environ 300 personnes avait manifesté devant la tour de Radio-Canada, boulevard René-Lévesque, avant d'entreprendre une marche dans les rues environnantes, pour revenir à leur point de départ. Ils réclamaient la démission de Jean Charest.

En début de soirée, un événement beaucoup plus paisible était à l'agenda des grévistes: un concert des étudiants du Conservatoire de musique de Montréal, qui boycottent leurs cours depuis quatre semaines. Ils ont interprété le *Sacre du printemps*, de Stravinsky.

— Avec Philippe Teisceira-Lessard

L'XPÉRIENCE PHOTO

Du 30 avril au 23 juin

Lozeau vous invite à vivre l'expérience photo

► Conférences gratuites ► Ateliers pratiques ► Expositions ► Promotions exceptionnelles

L'XPÉRIENCE DE NUIT

Du 30 avril au 6 mai

► Activités

Lundi 30 avril

- Exploration du matériel de photographie de nuit - 10h-11h
- Conférence sur la photographie de nuit - 14h-15h
- Atelier pratique sur la photographie de nuit avec **Guy Boily** - 19h-22h

Mardi 1 mai

- Conférence sur le Lightpainting - 14h-15h
- Atelier pratique sur le Lightpainting avec **Guy Boily** - 19h30-22h30

Mercredi 2 mai

- Conférence sur le Lightpainting avec modèle - 10h-11h
- Atelier pratique sur le Lightpainting avec modèle avec **François DesRosiers** - 14h-17h

► Exposition sur la photographie de nuit

Le talent de nos employés mis à l'honneur chaque semaine!

FUJIFILM EN PROMOTION

NOUS PAYONS L'ÉQUIVALENT DE LA TPS

Sur tous les appareils photo, objectifs et flashes Fujifilm et plus encore...



Suivez l'événement sur la page de Lozeau
www.facebook.com/lozeau.photo.video



Pour plus d'information, consultez le calendrier complet des activités sur Lozeau.com

Canon Nikon SONY Panasonic FUJIFILM PENTAX SIGMA OLYMPUS lowepro Manfrotto Velbon B+W EPSON

Lozeau.com



6229, SAINT-HUBERT
MONTRÉAL, QUÉBEC
514 274 6577
1 800 363 3535

Lozeau
L'XPÉRIENCE PHOTO VIDÉO

Médias La presse étrangère s'intéresse au conflit



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

Après avoir fait les manchettes chaque jour pendant plus de deux mois au Québec, le conflit entre les étudiants et le gouvernement Charest pique à présent la curiosité de la presse étrangère.

Le réputé quotidien français *Le Monde* a imprimé sur sa page couverture une photographie du « printemps érable » hier matin, et la chaîne Al-Jazira a interviewé chacune des trois têtes d'affiche du mouvement étudiant.

Jean-François Dumas, patron de la firme Influence Communication, affirme avoir assisté à une augmentation impressionnante de la présence de la crise étudiante dans la presse internationale au cours des deux ou trois derniers jours.

« J'ai même vu le *China Post* de Taïwan tantôt, il y a plusieurs articles, a-t-il confirmé à *La Presse* au cours d'une entrevue téléphonique. Il y a un rayonnement très large. »

Même le *Paris-Match*, magazine français qui suit à la trace la vie des familles royales européennes et la vie sentimentale des vedettes de cinéma, s'est penché sur la crise québécoise. Un journaliste y signe un article fouillé sur le conflit. « Rarement [...] revendications économiques, sociales et environnementales n'ont paru aussi imbriquées à une telle échelle et sur une telle durée. C'est sans doute l'un des aspects les plus novateurs de ce "printemps érable", conclut l'auteur.

La tempête après le calme

Cet intérêt est toutefois très récent, souligne M. Dumas.

« Jusqu'à il y a quelques jours, si on avait fait un palmarès des principales raisons qui ont fait que la presse internationale s'est intéressée au Québec, il aurait fallu faire un top 50 pour trouver le conflit étudiant, a-t-il indiqué. Les funérailles d'Émile Butch Bouchard, dans la dernière semaine, avaient généré davantage de couverture que le conflit étudiant. »

Selon lui, ce sont les arrestations massives effectuées par la police et le tournant plus corsé qu'a pris le conflit qui attirent l'œil de la presse internationale.

— Philippe Teisceira-Lessard

La CLASSE rejette l'offre de Québec

TOMMY CHOUINARD

Les délégués de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) ont rejeté à l'unanimité l'offre du gouvernement Charest, hier.

Réunis en congrès à Québec, les représentants des 43 associations membres de la CLASSE ont tous voté, à main levée, contre la « solution globale » de Québec rendue publique vendredi.

Le premier ministre Jean Charest a décidé d'étaler sur sept ans au lieu de cinq la hausse des droits de scolarité de 1625\$. Comme les droits seront indexés à compter de la sixième année, l'augmentation totale s'élève à 1778\$. Le gouvernement a aussi bonifié le régime de prêts et bourses.

« C'est une offre qui n'a calmé personne, et notre congrès le confirme. On appelle à la poursuite de la grève et de la mobilisation », a affirmé le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois. Selon lui, cette offre « sent la stratégie pré-lectorale à plein nez ». « Le gouvernement savait qu'elle n'allait pas être acceptée », a-t-il ajouté.

La CLASSE n'a pas l'intention de présenter une contre-offre. « C'est au

gouvernement de reprendre les négociations avec toutes les associations. C'est sa responsabilité de trouver une solution à la crise en ouvrant un dialogue », a plaidé Gabriel Nadeau-Dubois.

Le porte-parole nie être contesté à l'interne. Samedi, l'idée de le contraindre à un vote de confiance a été battue; seulement deux

« C'est une offre qui n'a calmé personne, et notre congrès le confirme. On appelle à la poursuite de la grève et de la mobilisation. »

— Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE

associations sur 43 ont appuyé la proposition. « J'ai la confiance du congrès », a-t-il affirmé. Un vote devait avoir lieu en soirée hier pour ajouter un troisième porte-parole. Mais « ce n'est pas un désaveu ou une tentative de putsch », a-t-il dit. Selon lui, bien des membres du groupe Facebook qui exige sa démission sont dans les faits contre la grève et ne proviennent pas des rangs de la CLASSE.



PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE
Pour la sixième soirée consécutive, hier, les étudiants en grève ont manifesté dans les rues du centre-ville de Montréal pour protester contre la hausse des droits de scolarité.

Crainte de perturbations Le conseil général du PLQ déplacé à Victoriaville

Le Parti libéral du Québec (PLQ) déplace à Victoriaville son conseil général de la fin de semaine prochaine, qui devait avoir lieu à Montréal, craignant que des manifestations perturbent l'événement.

« Logistiquement, l'emplacement du Centre Mont-Royal aurait pu devenir difficile d'accès si jamais une manifestation devait avoir lieu », a expliqué hier son directeur des communications, Michel Rochette.

Victoriaville peut être considérée comme un territoire moins hostile. Les élèves du cégep local se sont prononcés à 70% contre la grève le 25 mars dernier.

Mais le PLQ ne sera pas à l'abri des manifestants pour autant. La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a déjà modifié son plan de match. « Les libéraux ne pourront échapper à la colère des étudiants. On va aller à Victoriaville », a affirmé son porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois. La CLASSE en a remis par l'entremise de Twitter: « Des autobus seront réservés pour aller au conseil général du PLQ! Et si Charest le déplace dans le Grand Nord, la CLASSE sera présente. »

— Tommy Chouinard

Ottawa Les députés du NPD tenus au silence

Les jeunes députés du Nouveau Parti démocratique (NPD), qui à une époque pas si lointaine auraient certainement fait partie des milliers d'étudiants qui manifestent actuellement contre la hausse des droits de scolarité au Québec, sont contraints de regarder ce qui se passe sans faire quoi que ce soit.

Au moins cinq députés néo-démocrates québécois étaient étudiants avant de se retrouver aux Communes contre toute attente, lors des élections fédérales de l'an dernier, et de nombreux autres avaient terminé leurs études depuis à peine quelques années.

Mais alors que l'épreuve de force qui oppose depuis 11 semaines le gouvernement libéral québécois et les étudiants retient de plus en plus l'attention sur la scène internationale, les députés recrutés du NPD apprennent que le fait d'être la voix du Québec à Ottawa signifie parfois qu'il faille se taire.

Il n'y a rien à gagner à se mêler d'une question provinciale qui n'est pas de leur ressort, ont-ils été prévenus. Dans ce cas, il s'avère préférable de ne rien dire du tout.

En particulier parce qu'ils ont quelque chose à perdre: l'appui dans une province qui leur a valu le statut d'opposition officielle à la Chambre des communes. — La Presse Canadienne

FONDS Desjardins

PROFITEZ D'UN FONDS D'EXCEPTION.

Choisir le Fonds Desjardins Marchés émergents¹, c'est choisir un fonds de placement primé, qui a mieux performé que 98% des fonds dans sa catégorie². Avec les Fonds Desjardins, vous profitez d'une gamme de fonds novateurs et compétitifs pour un portefeuille à votre mesure. Parlez-en à votre conseiller à la caisse.

1 an	3 ans	5 ans	depuis sa création
3,43 %	21,45 %	7,13 %	6,24 %
Ce fonds s'est distingué dans sa catégorie en remportant les prix suivants:			
Finaliste 2011 Gala canadien du placement Morningstar ³		FUNDGRADE® A ²	

1 800 CAISSES
fondsdesjardins.com/performance

Desjardins
Coopérer pour créer l'avenir

(1) Les Fonds Desjardins sont offerts par Desjardins Cabinet de services financiers inc., un courtier en épargne collective appartenant au Mouvement Desjardins. Les Fonds Desjardins ne sont pas garantis, leur valeur fluctue fréquemment et leur rendement passé n'est pas indicatif de leur rendement futur. Les taux de rendement indiqués sont les taux de rendement total annuel composé historiques en date du 31 mars 2012 qui tiennent compte des fluctuations de la valeur des titres et du réinvestissement de tous les montants distribués mais non des commissions d'achat et de rachat, des frais de placement, des frais optionnels ou de l'impôt sur le revenu payables par le porteur, lesquels auraient réduit le rendement. Un placement dans un organisme de placement collectif peut donner lieu à des frais de courtage, des commissions de suivi, des frais de gestion et d'autres frais. Veuillez lire le prospectus simplifié avant d'investir. (2) Le FundGrade de Fundata est un système de notation indépendant et objectif des fonds d'investissement au Canada. Il récompense les fonds s'étant démarqués en offrant un rendement supérieur pour un même niveau de risque et ayant démontré le plus haut niveau de constance. La cote FundGrade A+ signifie que le fonds a mieux performé que 98% des autres fonds de la même catégorie en 2011. (3) Morningstar est une marque de commerce déposée de Morningstar Research Inc. Tous droits réservés.

ACTUALITÉS

Camouflet pour Pauline Marois

L'association de Groulx rejette le poulain politique de la chef péquiste

EXCLUSIF

PHILIPPE
TEISCEIRA-LESSARD

L'association péquiste de la circonscription de Groulx, dans la couronne nord de Montréal, administre un camouflet à Pauline Marois en rejetant son candidat pour l'investiture, l'actuel président du parti, Raymond Archambault.

« Ce sont des militants de la circonscription qui m'ont demandé de me présenter. Raymond Archambault s'est présenté. Elle est là, la différence. »

— Mario Charron, président de l'association péquiste de Groulx

La Presse a appris que le président de l'association locale, Mario Charron, se présente lui aussi pour devenir candidat péquiste. Revendiquant l'appui de la grande majorité de son exécutif, il refuse d'en démordre. Et écorche au passage le poulain politique de M^{me} Marois.

Dans les activités locales, « moi, je ne vois pas M. Archambault », a-t-il expliqué à *La Presse*, en entrevue téléphonique. Dans une vidéo présentant sa candidature, l'ancien lecteur de nouvelles de Radio-Canada souligne pourtant habiter dans la circonscription depuis 30 ans. Il est président du parti depuis un an, après avoir pris sa retraite de la radio publique en 2009.

Selon M. Charron, ses propres racines profondément ancrées dans Groulx lui permettront de battre Raymond Archambault.

« Ce sont des militants de la circonscription qui m'ont demandé de me présenter, avec tout l'ouvrage que j'ai fait depuis deux ans dans la circonscription, malgré les soubresauts », a-t-il ajouté. « Ce sont des militants qui sont venus me chercher. M. Archambault s'est présenté. Elle est là, la différence. »

Trois élections, trois partis différents

Mario Charron nie toutefois vouloir défier l'autorité de la chef péquiste. À trois reprises depuis l'été dernier, son exécutif a « réitéré sa profession de foi » envers M^{me} Marois, a-t-il tenu à souligner. « Moi, j'étais en



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, ARCHIVES LA PRESSE

L'association péquiste de la circonscription de Groulx n'a pas voulu du candidat de Pauline Marois, l'actuel président du parti, Raymond Archambault.

réflexion depuis janvier ou février. »

Groulx a voté pour le Parti québécois aux dernières élections, mais est loin d'être un château fort : aux trois

derniers scrutins, les électeurs ont porté leur choix sur trois partis différents.

Le député actuel, René Gauvreau, ne tentera pas sa chance une nouvelle fois

pour des raisons personnelles. Il a été écarté du caucus péquiste pendant presque un an, après l'ouverture d'une enquête pour fraude visant un ancien adjoint politique.

DERNIÈRE CHANCE!
JUSQU'AU MARDI 1^{er} MAI

les jours la baie

NOUS PLUS
BAS PRIX
DE LA SAISON

Et le mardi 1^{er} mai,
les 60 ans et plus
obtiennent

15%

DE RABAIS
ADDITIONNEL
sur la marchandise
à prix ordinaire,
de solde et
de liquidation

Certaines exceptions s'appliquent. Précisions en magasin.

50%
DE RABAIS
Vêtements
d'extérieur
pour femme

Rayon des vêtements
d'extérieur.

Exceptions : articles Soia & Kyo et
ceux dont le prix se termine par 99¢.

labaie.com

la **Baie**

Un taxi roule sur un homme

DAVID SANTERRE

Un chauffeur de taxi qui a roulé sur un homme avec sa voiture, visiblement pour fuir un groupe de jeunes qui l'agressaient, pourrait devoir faire face à la justice.

L'incident, aussi brutal qu'étrange, s'est déroulé dans la nuit de samedi à dimanche à Montréal. La victime a été gravement blessée, mais devrait s'en sortir.

Vers 4h, selon la police, le chauffeur de taxi dans la quarantaine a fait descendre un groupe de jeunes à l'angle de la rue Rachel et du boulevard Saint-Laurent.

Un conflit a éclaté, possiblement au sujet du règlement de la course.

Le blessé, âgé de 23 ans, repose à l'hôpital dans un état critique, mais stable.

La scène qui a suivi a été captée sur vidéo par quelqu'un se trouvant visiblement à l'étage d'un immeuble voisin, et a été diffusée sur YouTube.

On y voit les jeunes frapper sur le taxi à coups de pieds et de poings. À un moment, le chauffeur tente tant bien que mal de s'échapper en faisant un virage en U. Un de ses assaillants s'est alors mis à sauter à pieds joints sur le toit de la Toyota.

Le conducteur a ensuite appuyé sur l'accélérateur. Un des jeunes s'est jeté sur son capot. Il a glissé sous la voiture, qui lui a roulé dessus.

Au passage de chacune des roues sur le corps de l'homme, on voit la voiture bondir. Puis le taxi quitte les lieux, les jeunes courant derrière en injuriant le conducteur.

La personne qui semble filmer commente la scène en direct, en anglais. C'est alors qu'elle mentionne leur avoir crié de partir avant le drame, et qu'en sautant sur la voiture, ils avaient cherché le malheur.

Le blessé, âgé de 23 ans, repose à l'hôpital dans un état critique, mais stable.

Le chauffeur a été arrêté, de même qu'un des présumés auteurs des méfaits sur sa voiture. La police tente de déterminer si le chauffeur avait l'intention de blesser le jeune ou si la panique aurait pu causer son geste insensé.

Voyez la vidéo sur lapresse.ca



CRUZE LS

- Consommation d'essence de 4,9 L/100 km sur route (Cruze Eco)¹
- Gagnant du titre « Meilleur achat » de Consumers Digest
- 10 sacs gonflables de série

PRIX À L'ACHAT

16 999 \$²

FINANCEMENT À L'ACHAT 72 MOIS

109 \$²

aux deux semaines

0 % 0 \$

de comptant

Comprend transport



Modèle LTZ illustré

FINANCEMENT À L'ACHAT 0 % JUSQU'À 84 MOIS SUR CERTAINS MODÈLES³



Modèle 5 portes LTZ illustré

SONIC LS 2012 BERLINE

- Téléphonie Bluetooth^{MD} de série
- Moteur ECOTEC de 1,8 L développant 138 ch

PRIX À L'ACHAT

15 499 \$²

FINANCEMENT À L'ACHAT 72 MOIS

99 \$²

aux deux semaines

0 % 0 \$

de comptant

Comprend transport



Modèle LTZ illustré

MALIBU LS 2012

- Gagnant du titre « Meilleur achat » de Consumers Digest pour la 4^e année consécutive
- Roues de 17 pouces

PRIX À L'ACHAT

24 999 \$²

FINANCEMENT À L'ACHAT 84 MOIS

299 \$²

mois

0 % 0 \$

de comptant

Comprend transport et taxe de climatisation



LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS
5 ANS • GARANTIE LIMITÉE SUR LES COMPOSANTS DU GROUPE MOTOPROPULSEUR
160 000 KM • ASSISTANCE ROUTIÈRE
 • TRANSPORT DE COURTOISIE



500 \$ DE PRIME GM POUR ÉTUDIANTS⁴



CHEVROLET, ET FIER DE L'ÊTRE.

offreschevrolet.ca

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles neufs 2012 suivants: Cruze (1P089/1SA), Sonic (1J089/1SA) et Malibu (7Z089/1SA). Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. 1. Consommation établie selon la méthodologie approuvée par Transports Canada pour la Cruze avec moteur de 1,4 L et boîte manuelle 6 vitesses spécifique au modèle ECO avec surmultiplicateur à trois cônes. Votre consommation réelle de carburant peut varier. 2. Prix à l'achat de 16 999 \$ pour Cruze, 15 499 \$ pour Sonic berline et 24 999 \$ pour Malibu. Total de 156 paiements effectués aux deux semaines, basés sur un financement à l'achat de 72 mois, à un taux de 0 % pour Cruze et Sonic, total de 162 paiements effectués par mois, basés sur un financement à l'achat de 84 mois, à un taux de 0 % pour Malibu. Sur approbation de crédit des Services de financement auto TD-Credit. Transport (1 495 \$) et taxe de climatisation (100 \$) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RPP-PM, droits et taxes en sus. Exemple: basé sur un financement de 15 499 \$ à un taux annuel de 0 %, le paiement mensuel est de 99 \$ pendant 72 mois. Le coût d'emprunt est de 24 999 \$, et l'obligation totale est de 15 499 \$. 3. Financement à l'achat de 0 % offert sur approbation de crédit des Services de financement auto TD-Credit. Transport (1 495 \$) et taxe de climatisation (100 \$) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RPP-PM, droits et taxes en sus. Exemple: basé sur un financement de 24 999 \$ à un taux annuel de 0 %, le paiement mensuel est de 299 \$ pendant 84 mois. Le coût d'emprunt est de 24 999 \$, et l'obligation totale est de 24 999 \$. Les étudiants ou les diplômés récents sont admissibles à un rabais de 500 \$ (taxes incluses) applicable à l'achat ou à la location d'une Sonic ou Cruze 2012 neuve admissible (voir entre le 4 janvier 2012 et le 31 janvier 2013. Le véhicule doit être immatriculé uniquement au nom du demandeur (mais les contrats peuvent être consignés) pendant un minimum de 6 mois et 12 000 km. Détails du programme chez votre concessionnaire, y compris l'admissibilité des demandeurs et des véhicules. Ces offres sont exclues aux concessionnaires du PMAAS Québec (région de Gatineau - Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat. À l'exception des programmes de la carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobility. La GMCC se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix monté. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7463 ou visitez gm.ca.**

ACTUALITÉS

Programme politique adopté à Québec solidaire

Le parti mise sur ses enjeux habituels

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD

Québec solidaire placera sa mise sur ses chevaux habituels lors des prochaines élections, ont annoncé hier les porte-parole du parti de gauche.

Fiscalité progressive, régime d'assurance médicaments public et réappropriation des ressources naturelles seront les enjeux mis de l'avant par Françoise David et Amir Khadir.

Ce dernier convient que ses militants n'ont pas réinventé la roue en choisissant les priorités du parti lors du congrès de la fin de semaine dernière. C'est par rapport aux programmes de ce qu'il appelle les « vieux partis » que les propositions de QS sont révolutionnaires, affirme-t-il.

« Nous sommes une équipe honnête de gens courageux qui sont capables de réaliser leurs promesses », soutient le seul député solidaire à l'Assemblée nationale. Contrairement au reste de l'échiquier politique, son parti a « la distance nécessaire avec le milieu des affaires et les lobbys qui font prendre des orientations au Québec que le peuple n'a pas choisies ».

Pour le prouver, la formation politique met de l'avant des projets qui faisaient déjà partie de son programme : gratuité scolaire financée à même le retour de la taxe sur le capital, création d'une société pharmaceutique d'État et hausse importante du niveau des redevances minières.

Un climat à l'avantage de QS

Amir Khadir ne s'en cache pas : si des élections étaient déclenchées au cours des prochains jours, il espère que le climat délétaire qui règne sur le Québec permettrait à sa formation politique de faire des gains.

« Je le souhaite, je ne peux pas le prédire. Nous, on va tabler sur les problèmes que vivent à la fois le Parti québécois et le Parti libéral pour dire que ce n'est pas un hasard »,



Françoise David, porte-parole de Québec solidaire avec Amir Khadir, affirme que les candidats du parti sont bien connus dans leur milieu, même s'ils ne font pas les manchettes nationales chaque semaine.

PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

a-t-il expliqué. « Ce sont de vieux partis fatigués, avec les mains liées par des groupes d'intérêt privés et particuliers. »

Pas de nouvelles vedettes solidaires

Par ailleurs, malgré les nombreuses personnalités publiques qui ont émergé dans le champ gauche depuis deux mois, M. Khadir avoue avoir beaucoup de difficulté à recruter des candidats-vedettes pour Québec solidaire.

Selon lui, sa formation politique fait encore des scores électoraux trop peu importants pour attirer de nouvelles têtes d'affiche.

En entrevue avec *La Presse*, il a admis avoir discuté avec les personnalités publiques qui ont exprimé leur solidarité envers la grève étudiante ou la gratuité scolaire. Mais il faut un vrai espoir d'être élu pour risquer un emploi ou un poste, estime M. Khadir.

« Beaucoup de ces gens-là, on les a contactés », a affirmé M. Khadir.

« La réalité dure du terrain, c'est qu'on est quand même positionnés comme le quatrième parti politique. »

L'autre porte-parole du parti, Françoise David, affirme pour sa part que les candidats de Québec solidaire sont bien connus dans leur milieu, même s'ils ne font pas les manchettes nationales chaque semaine.

Elle ajoute que la formation politique est prête pour des élections, avec 90 candidats déjà choisis.

ÉLECTION PARTIELLE À MONTRÉAL

Projet Montréal ravit le Vieux-Rosemont

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD

Dans un premier test avant les élections municipales de 2013, Projet Montréal a ravi le district du Vieux-Rosemont à Vision Montréal, hier, au cours d'un scrutin aux résultats serrés. La porte-étendard de Richard Bergeron a devancé son adversaire par à peine 2 % des voix.

Le parti du maire Gérald Tremblay, Union Montréal,

a pour sa part terminé loin derrière.

« Ça montre que Projet Montréal est la seule alternative pour 2013 contre Union Montréal », a affirmé la grande gagnante de la soirée, Érika Duchesne.

« C'est un district où Vision Montréal avait été très fort en 2009, et ils n'ont pas réussi à le garder. On voit que les gens sont en accord avec les choses qu'on fait. »

Le maire de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie,

François Croteau, a rejoint les rangs de Projet Montréal en novembre dernier, après avoir été élu sous la bannière de Vision Montréal.

« Ça montre que Projet Montréal est la seule alternative pour 2013 contre Union Montréal », a affirmé la grande gagnante de la soirée, Érika Duchesne.

Ce parti présentait Hélène Dagenais pour tenter de garder le fort du

Vieux-Rosemont. Peine perdue.

Louise Harel a tout de même assuré que « Vision Montréal demeure la solution pour

Montréal lors de l'élection générale de 2013. Ce n'est que partie remise », a-t-elle tenu à dire.

Elle a toutefois souligné le très maigre score d'Union Montréal, qui ne s'est attiré l'appui que de 12 % des électeurs. Gérald Tremblay présentait une ancienne élue de Vision Montréal, Diane Larouche.

Moins d'un électeur inscrit sur quatre s'est exprimé lors de ce scrutin. Les électeurs ont été conviés aux urnes à la suite du départ de Pierre Lampron, bras droit de de la chef de Vision Montréal, Louise Harel.

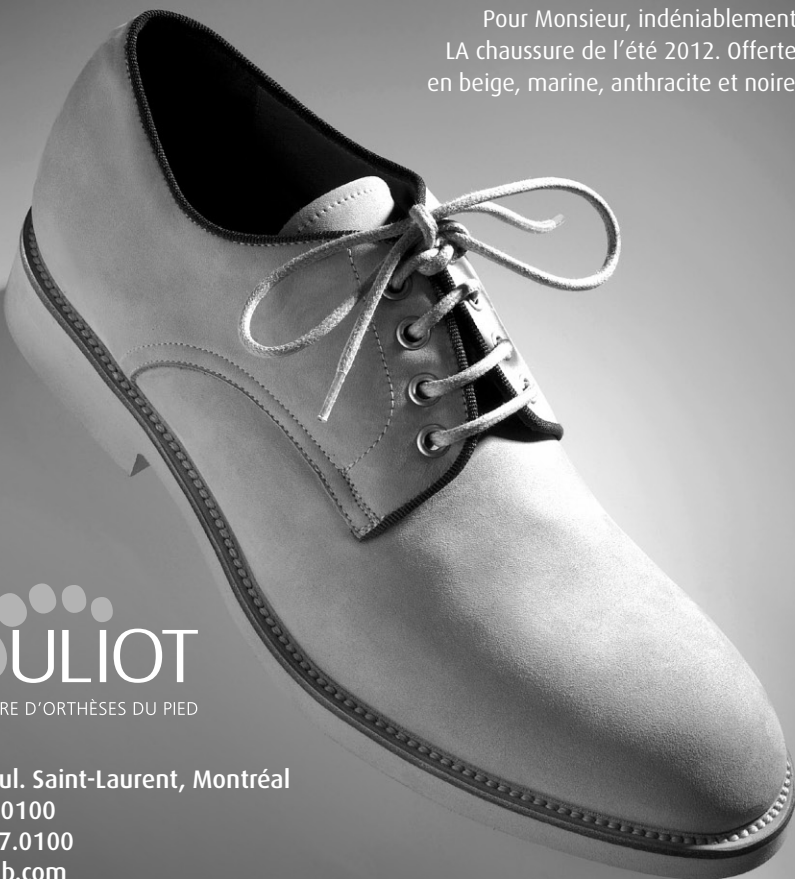
LOUIS VUITTON

En vente exclusivement dans les magasins Louis Vuitton. louisvuitton.com
Ogilvy - Montréal. 514-849-6520



Orthèses avec style

Pour Monsieur, indéniablement
LA chaussure de l'été 2012. Offerte
en beige, marine, anthracite et noire.



POULIOT
LABORATOIRE D'ORTHÈSES DU PIED

4596, boul. Saint-Laurent, Montréal
514.848.0100
1 877 967.0100
pouliotlab.com

Facilité de stationnement

Reconnu et accrédité par les organismes publics et assureurs privés.

MONTRÉAL PLUS

Hassidim 2.0



RIMA
ELKOURI
CHRONIQUE

Et pourquoi pas un blogue hassidique? L'idée a germé entre les papillotes de Cheskie Weiss, un juif hassidique d'Outremont. Moi qui pensais que les hassidim devaient fuir l'internet comme la peste, j'ai vite compris en lui parlant que j'avais tout faux.

«Je ne connais pas un seul juif hassidique qui n'ait pas accès à l'internet, que ce soit sur son téléphone intelligent ou au travail. Même à la synagogue! Nous ne sommes pas coupés du monde!» me dit Cheskie, en souriant. L'internet, tout comme la télévision, n'est pas encouragé comme une forme de loisir dans la communauté. Ce qui ne veut pas dire que l'on y ignore tout de YouTube ou de Facebook.

Originaire de New York, Cheskie Weiss est designer web et père de six enfants. Depuis peu, il est donc aussi blogueur dans ses rares temps libres. Une initiative originale qui, espère-t-il, permettra à la communauté hassidique d'Outremont d'entamer un dialogue essentiel avec ses voisins et de dissiper des mythes nourris de part et d'autre.

Cheskie me raconte que lui et un ami ont eu l'idée au lendemain de la fête de Pourim, le 8 mars dernier. Cette fête, qui est un peu l'Halloween de la communauté juive, a été entachée par un incident déplorable. La conseillère indépendante Céline Forget a été prise à partie dans la rue par un groupe de hassidim

alors qu'elle était en train de vérifier si les règlements municipaux étaient respectés. Elle a été insultée et intimidée par des résidents juifs ultra-orthodoxes qui lui reprochent de les harceler depuis des années, appareil photo à la main.

Il y a peut-être déjà eu du laxisme. Mais il n'y en a plus», me dit la mairesse d'Outremont, Marie Cinq-Mars. Aujourd'hui, ce qui nuit le plus au climat de bonne entente, c'est une fausse perception, alimentée avec acharnement par quelques-uns.

Quiconque est suivi et photographié jour et nuit va inévitablement finir par contrevenir à un règlement municipal, que ce soit pour avoir stationné en double ou autre chose. L'acharnement crée un effet de distorsion. Même si la perception s'en

Officiellement, ce moratoire doit permettre de revoir le règlement et d'assurer la tranquillité des citoyens. Dans les faits, c'est une décision indigne d'une ville cosmopolite où les défilés de toutes sortes font partie de la vie. Il est sans doute plus facile d'exiger un moratoire sur les défilés qu'un moratoire sur le harcèlement ou les fausses perceptions.

C'est là que le blogue créé par des hassidim d'Outremont devient intéressant. «Comme on nous fait la guerre sur l'internet, je me suis dit que l'on devait aussi y montrer

hassidim comme des «étrangers malicieux».

Il aimerait écrire sur le mythe selon lequel sa communauté vit dans une bulle. Il me parle de l'équilibre très précaire entre le désir d'être distinct et le respect de ses voisins. La plupart des gens y arrivent, dit-il. Mais une minorité n'a pas les compétences sociales requises pour le faire. Il faudra y travailler.

Autre sujet auquel Cheskie veut s'attaquer: le mythe selon lequel sa communauté ne veut rien savoir du français. «Plein de gens dans la communauté parlent français!» Il m'invite à aller discuter avec Hirsh Teitelbaum, un juif hassidique de 36 ans, qui était justement en train de travailler dans le bureau adjacent.

New-Yorkais d'origine lui aussi, Hirsh est arrivé à Montréal il y a 15 ans. Il travaille dans l'immobilier. Il parle français avec un accent québécois. Son travail l'a amené à côtoyer des gens qui n'ont jamais vu un juif hassidique de leur vie. Il est habitué à ce qu'on le devise. Mais dès qu'il ouvre la bouche, les barrières tombent. Très vite, les gens se mettent à le bombarder de questions. Sur ses papillotes, sur les interdits, sur son mode de vie... «Je leur dis: OK! La première demi-heure, c'est gratuit!» Il rit.

J'ai moi-même profité de ma demi-heure gratuite. On a parlé des fameuses papillotes, mais aussi des tensions à Outremont, de la nécessité de promouvoir une cohabitation plus harmonieuse, de la brèche intéressante que peut créer un blogue. «Ce n'est pas facile de changer les perceptions, mais je reste optimiste».

Je l'ai remercié pour ma demi-heure de consultation. Il a souri. «Il vous reste un crédit de 10 minutes!»



«Je ne connais pas un seul juif hassidique qui n'ait pas accès à l'internet, que ce soit sur son téléphone intelligent ou au travail. Même à la synagogue! Nous ne sommes pas coupés du monde!» me dit Cheskie Weiss, fondateur du blogue *Outremont Hassid*.

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Cet incident, Cheskie le condamne. Voilà 60 ans que la communauté hassidique vit paisiblement à Outremont. C'est la première fois qu'une telle chose se produit. Une fois de trop.

L'incident cristallise une tension. Une tension nourrie par des blogues où l'on fait constamment le procès de la communauté hassidique, l'accusant de ne pas respecter les lois communes avec la bénédiction de l'administration municipale.

Y a-t-il un fond de vérité dans ces accusations? «Il

trouve faussée, la tension qu'elle crée est bien réelle. À Outremont, cette tension est telle qu'elle a poussé la mairesse à interdire toute manifestation jusqu'au 1^{er} juin. Un moratoire absurde qui, pour la première fois en 60 ans, a forcé l'annulation d'une procession de nuit de la communauté hassidique prévue samedi dernier. Pour la première fois aussi, la procession de Pâques de la communauté russe orthodoxe de Saint-Nicolas n'a pu avoir lieu. Idem pour une marche pour l'Alzheimer.

l'autre versant de l'histoire», dit Cheskie. Il croit que les hassidim doivent apprendre à mieux expliquer qui ils sont vraiment.

Le blogue s'appelle *Outremont Hassid* (outremonthassid.com). Cheskie a déjà une longue liste de sujets qu'il veut y aborder. Ce qui lui manque, c'est du temps. Il ne nie pas le fait qu'il puisse y avoir des différends au sujet du stationnement, du bruit ou du trafic. Mais il aimerait que l'on en parle comme on le ferait avec de simples voisins plutôt que de considérer les

M[†]

COLLECTE ANNUELLE
DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE DE MONTRÉAL

diocesemontreal.org

Casino à Kahnawake Les citoyens rejettent le projet par une faible majorité

Les citoyens de la réserve mohawk de Kahnawake, près de Montréal, ont rejeté de peu le projet de casino sur le territoire autochtone lors d'un référendum, samedi. Alors que le Conseil de bande l'appuyait, 50,7% des citoyens ont voté contre, et 49,3% pour. Vendredi, de jeunes Mohawks avaient manifesté contre le projet, soutenant qu'un casino créerait des problèmes sociaux sur la réserve.

C'est la troisième fois qu'un tel projet est rejeté par les citoyens de Kahnawake. Plus tôt, la Coalition avenir Québec avait vivement dénoncé le projet, estimant qu'il pouvait faire très mal au Casino de Montréal. La CAQ avançait qu'une maison de jeux à Kahnawake entraînerait des pertes d'au moins 91 millions pour le gouvernement québécois. La députée caquiste Sylvie Roy craignait, quant à elle, que le gouvernement Charest ne cède au promoteur un terrain en bordure de l'autoroute 30, qui est une condition nécessaire à la construction du casino. — La Presse Canadienne

Amiante L'Institut du chrysotile veut abandonner sa charte

N'ayant plus de financement, et alors que les activités des deux mines d'amiante chrysotile du pays sont arrêtées pour une période indéterminée, l'Institut du chrysotile, en place depuis 1984, a demandé au ministre de l'Industrie Christian Paradis la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes.

«C'est simple, les travailleurs du chrysotile ne travaillent pas présentement, les mines ne sont pas en activité et l'Institut est arrêté. Ça ne veut pas dire que ça ne repartira pas dans une forme ou une autre si les mines redémarrent», a précisé hier Clément Godbout, président de cet organisme privé sans but lucratif dont le mandat visait la défense et la promotion de l'utilisation sécuritaire de l'amiante.

L'Institut recevait chaque année 250 000\$ du gouvernement fédéral et 200 000\$ du gouvernement provincial, un financement auquel les gouvernements ont mis fin lors de leurs derniers budgets.

— Ian Bussièrès, *Le Soleil*

BOUTIQUE COURIR

Un incontournable depuis 30 ans!

Chaussures
Vêtements
Accessoires

asics®
GEL-Kayano 18
Chaussure de stabilité
pour la course
sur route

Homme

Montréal
4452, rue Saint-Denis
Métro Mont-Royal

Longueuil
1085, chemin Chambly
Près du cégep Édouard-Montpetit

www.boutiquecourir.com

GALA NATIONAL
Les Grands
PRIX
SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL

LES GRANDS GAGNANTS CATÉGORIE INNOVATION

PME

MANIPULER LE FIL AVEC DOIGTÈ

Les électriciens d'**UNIBOARD CANADA INC.**, division Mont-Laurier, risquaient des blessures au dos, aux doigts ou aux mains en transportant de lourdes bobines de fil électrique. La solution? Un chariot élévateur facilitant le transport des bobines et permettant de les soulever en une seule étape. Bien maligne la bobine qui représente encore un danger.

ORGANISMES PUBLICS

UNE IDÉE QUI FAIT VIBRER

Pour réparer les nids-de-poule, les travailleurs de **TRANSPORT QUÉBEC**, centre de service de Ville-Marie, utilisaient une plaque vibrante qu'ils déplaçaient d'un endroit à l'autre : manœuvre très exigeante physiquement. Une idée? La plaque vibrante a été équipée de roues et d'une chaîne munie d'un crochet pour pouvoir la déplacer sans effort, facilitant grandement la tâche des travailleurs et diminuant considérablement les risques de blessure. Une idée qui fait vibrer de joie le cœur des travailleurs.

GRANDES ENTREPRISES

NE VOUS PRENEZ PLUS LA TÊTE TENDEZ LA MAIN

Chez **VENMAR VENTILATION INC. H.D.H.**, le sablage et le polissage de hottes de grandes dimensions nécessitaient que le travailleur adopte des positions inconfortables. La solution? Une main multi-position qui permet une posture ergonomique, quels que soient le poids et la taille de la hotte. Avec cette nouveauté, les risques de blessures sont de l'histoire ancienne.

PARTICIPEZ AU
PRIX DU PUBLIC



Votez pour l'innovation de votre choix et découvrez
d'autres bonnes idées d'entreprises de chez nous!

www.csst.qc.ca/prixdupublic

GAGNEZ
UN **IPAD** *

Partenaire officiel


xstrata
nickel
raqlan


LA
PRESSE

leSoleil

Parce que le Québec a besoin
de tous ses travailleurs


CSST

* iPad est une marque déposée d'Apple inc. Apple n'est pas partenaire ou commanditaire de cette promotion.

TRANSPORTS

MONTRÉAL A-T-IL LES MOYENS DE SE PRIVER DES PÉAGES ROUTIERS?

BRUNO BISSON

Avec la congestion qui envahit ses rues, les grands chantiers de construction qui s'installent pour des années, des réseaux de transports en commun bondés et pas d'argent pour augmenter les services, Montréal a-t-il les moyens de se passer des centaines de millions de dollars que pourraient lui rapporter des péages routiers, chaque année?

La réponse semble évidente. Pour l'ingénieur en circulation Ottavio Galella, partisan avoué du péage et président de la firme de consultants Trafix, la question est mal posée.

« Réduire le péage à une sorte de taxe, ça correspond à une vision dépassée qui date d'il y a 50 ans, explique l'ingénieur. Avec les possibilités offertes par la technologie, le péage dynamique est devenu une réponse moderne à la faillite d'une gestion des transports, axée sur les infrastructures. »

« Depuis les années 60, nous avons toujours répondu à l'augmentation de la demande automobile en construisant plus d'infrastructures. C'est un échec », conclut-il sans détour en prenant à témoin les conditions de circulation de plus en plus pénibles qui prévalent dans la métropole depuis deux ans.

Toronto, qui est aux prises avec des embouteillages permanents de ses autoroutes et de son centre-ville, commence à y songer, souligne-t-il. En février dernier, le *Vancouver Sun* révélait que le péage semble aussi la solution privilégiée par le gouvernement provincial de Colombie-Britannique, afin de financer les projets de l'agence Translink, responsable des transports collectifs dans la région de Vancouver.

« La question, dit M. Galella, serait plutôt de savoir si l'on peut se priver d'un outil de gestion de la circulation très puissant qui nous permettrait à la fois de générer des revenus

et d'améliorer nos infrastructures, tout en diminuant la pollution et les risques d'accidents liés à la circulation. »

Péage métropolitain

« À Montréal, je pense que c'est devenu inévitable, renchérit David Hanna, professeur au Département des études urbaines et touristiques de l'UQAM. Le gouvernement du Québec n'a pas d'argent pour développer les transports en commun. Il est fauché. Et de toute façon, 80 % de ses investissements dans les transports sont pour les routes. Son dernier budget l'a confirmé. »

« Pendant ce temps, ajoutez-il, la métropole stagne. On perd constamment du terrain par rapport aux autres centres urbains de l'Amérique du Nord, qui sont nos compétiteurs, à cause du marasme quotidien de la congestion. »

Demain, dans le cadre des consultations publiques sur le financement des transports

en commun organisées par la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), qui regroupe les 82 municipalités de l'île de Montréal et des banlieues, le professeur Hanna proposera la création d'un réseau de péage métropolitain qui pourrait générer des recettes annuelles estimées à 1 milliard.

Le projet créerait une triple boucle de péage ceinturant le territoire métropolitain en utilisant 36 stations de « captage » du trafic. Chaque automobiliste recevrait une facture en fonction du nombre de kilomètres parcourus, et les recettes de ce péage seraient consacrées en parts égales au réseau routier et aux infrastructures de transports en commun.

Retour de la fluidité

Les consultations publiques de la CMM visent à identifier des pistes de solution pour combler un manque à gagner de plusieurs milliards de

500 000 000 DÉPLACEMENTS PAR ANNÉE

En 2011, les Montréalais et les résidents des banlieues ont fait un total de 500 millions de déplacements dans les réseaux de transports en commun (TEC) de la région de Montréal pour aller travailler, étudier, voir un médecin, visiter la famille, magasiner, aller au cinéma, etc. Pour offrir ces services, 16 organismes et sociétés de transport ont fait rouler 4 lignes de métro, 5 lignes de train de banlieue et plus de 2400 autobus qui ont parcouru un total de 200 millions de kilomètres dans des tunnels, sur des rails et sur les routes afin de desservir plusieurs dizaines de gares, de stations et de terminus, dans un territoire qui s'étend sur 82 municipalités, de Vaudreuil-Dorion à L'Assomption et de Saint-Jérôme à Saint-Jean-sur-Richelieu. Plus de 11 000 personnes travaillent quotidiennement à assurer ces services dont les coûts annuels totalisent environ 1,9 milliard. Mise à part l'Agence métropolitaine de transport (AMT), dont 56 % des revenus



proviennent des taxes sur l'essence et les droits d'immatriculation, ce sont les usagers des transports en commun et les municipalités qui essuient la plus grande part de la facture: entre 66 % et 76 % des coûts annuels. Le solde est assumé, pour l'essentiel, par le gouvernement du Québec. Pendant la pointe du matin, dans la région de Montréal, une personne sur quatre (25 %) se déplace en transports en commun. Dans son plan d'aménagement adopté en 2011, la Communauté métropolitaine de Montréal souhaite augmenter cette proportion à 30 % d'ici 2031. Pour ce faire, elle prévoit la réalisation de nombreux projets d'entretien, de renouvellement du matériel roulant et de développement des réseaux qui totaliseraient près de 23 milliards (voir la liste ci-contre).

Note: Les pourcentages et sommes sont arrondis. Toutes les données sont pour 2011, sauf pour l'AQTIM (2010).

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL (STM)

BUDGET 1,16 MILLIARD

PROVENANCE DES REVENUS

Usagers	46,0%
Agglomération de Montréal (villes)	30,4%
Gouvernement du Québec (subventions)	12,8%
Contributions régionales	7,3%
Autres revenus d'exploitation	3,1%
Surplus reporté	0,4%
Nombre d'employés	9274

LES SERVICES

MÉTRO 4 lignes, 71 kilomètres de tunnels, 68 stations, 756 voitures, 77 millions de kilomètres parcourus

AUTOBUS 209 lignes, 1680 autobus, 101 kilomètres de voies réservées, 85 millions de kilomètres parcourus

Fréquentation (déplacements) 405 millions Record

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL (STL)

BUDGET 105 MILLIONS

PROVENANCE DES REVENUS:

Usagers	26%
Ville de Laval	47%
Gouvernement du Québec	12%
Contributions régionales	12%
Autres revenus	
Nombre d'employés	722

LES SERVICES

43 lignes, 248 autobus
15,6 millions de kilomètres parcourus

Fréquentation (déplacements) 20,1 millions

RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL (RTL)

BUDGET 145 MILLIONS

PROVENANCE DES REVENUS

Usagers	31%
Agglomération de Longueuil	39%
Gouvernement du Québec	22%
Contributions régionales	5%
Autres revenus	3%
Nombre d'employés	1033

LES SERVICES

88 lignes, 419 autobus
21 millions de kilomètres parcourus

Fréquentation (déplacements): 33,8 millions Record

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DU TRANSPORT INTERMUNICIPAL ET MUNICIPAL (AQTIM)

L'AQTIM regroupe 12 organismes locaux et régionaux de transports collectifs (CIT, OMIT et autres) offrant des services d'autobus dans les municipalités des couronnes de banlieue. Ce sont ces organismes qui présentent les hausses d'affluence les plus importantes dans la grande région de Montréal depuis plusieurs années.

BUDGET GLOBAL (2010)

des 12 organismes 182,1 MILLIONS

PROVENANCE DES REVENUS

Usagers	32%
Municipalités	34%
Gouvernement	26%
Aide métropolitaine	2,5%
Autres revenus	4,5%
Divers	0,3%

Les services sont confiés par contrat à des transporteurs privés.

Fréquentation (2010) 22,4 millions En hausse constante

Merci à CAE de rapprocher les familles.

Grâce à son don de 100 000 \$ versé aux Manoirs Ronald McDonald^{MD} du Québec, CAE contribuera à l'agrandissement du Manoir de Québec et à la relocalisation du Manoir de Montréal. Objectif de la campagne de financement: 17 millions de dollars

PHOTO de gauche à droite:

Normand Renaud, président du Manoir de Montréal

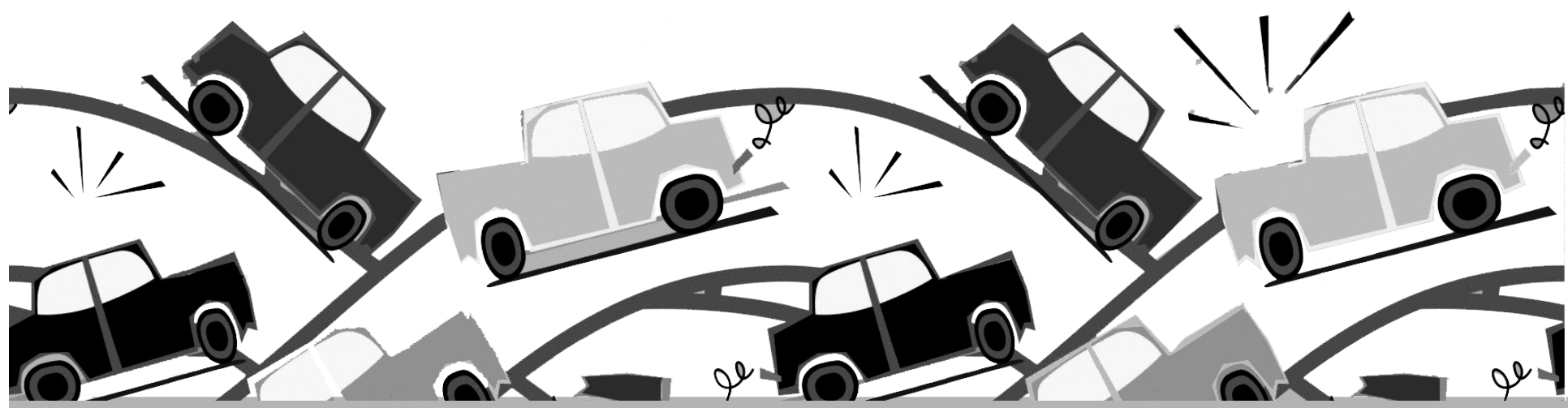
Marc Parent, président et chef de la direction de CAE

Christiane Germain, coprésidente de la campagne et coprésidente du Groupe Germain

Andrew Molson, coprésident de la campagne et président du conseil de Molson Coors



Les Manoirs sont des organismes à but non lucratif qui appartiennent à des fondations indépendantes et distinctes des restaurants McDonald's.



dollars anticipé dans les prochaines années, pour financer le fonctionnement, l'entretien et le développement des réseaux de transports collectifs de la région de Montréal (voir encadré).

Selon un scénario de référence élaboré en préparation des consultations de la CMM, M. Galella a estimé qu'un tarif de 2,50\$ par passage imposé sur les 16 ponts qui ceinturent l'île, en périodes de pointe, pourrait générer des revenus annuels de 400 millions, pour

aider au financement de projets de transports en commun totalisant 23 milliards dans les municipalités du territoire.

Le péage routier ne sera pas la seule avenue explorée durant les consultations de la CMM. Les taxes sur l'essence, sur les droits d'immatriculation des véhicules et sur la masse salariale, tout comme les recours à diverses formes de taxation foncière font toutes parties d'un éventail de sources possibles, expérimentées ici ou ailleurs dans le monde, qui seront étudiées.

Ces sources de financement peuvent générer des montants considérables, reconnaît Ottavio Galella. Par contre, aucune de ces sources n'est susceptible d'améliorer de manière sensible la fluidité de la circulation. Le recours aux péages, estime l'ingénieur, se traduirait à Montréal par une réduction rapide d'au moins 15% du volume de circulation, dans l'île.

David Hanna abonde dans le même sens.

«La réduction de la congestion est l'élément critique de la réflexion qu'il faut mettre de l'avant pour faire comprendre aux automobilistes que l'implantation d'un péage va aussi les favoriser», ajoute-t-il.

Si cela ne suffit pas à convaincre le grand public, M. Hanna estime qu'il sera toujours temps de crier au vol.

«Le gouvernement fédéral a déjà annoncé clairement ses intentions d'implanter

des péages sur les ponts Champlain, Jacques-Cartier et Mercier. Si cet argent part pour Ottawa, je serais bien étonné qu'il nous revienne en totalité. Est-ce qu'on va laisser faire, ou est-ce qu'on va intervenir afin de préserver ces revenus pour nos propres besoins?»

Les consultations publiques de la CMM débutent ce soir à Vaudreuil-Dorion.

AGENCE MÉTROPOLITAINE DE TRANSPORT (AMT)

Agence provinciale relevant du ministre des Transports du Québec. Elle est responsable des trains de banlieue et des autobus métropolitains. Elle assure également la planification des transports collectifs à l'échelle de la métropole et la gestion des «équipements métropolitains» comme les stationnements incitatifs et terminus régionaux, utilisés par les transporteurs.

BUDGET 281 MILLIONS

PROVENANCE DES REVENUS

Recettes des usagers	18,6%
Municipalités desservies	17,8%
Taxe sur l'essence (1,5 cent/litre)	36,5%
Droits d'immatriculation (30\$/véhicule)	20,2%
Gouvernement du Québec (subventions)	2,5%
Autres revenus	4,3%
Nombre d'employés	340

LES SERVICES

5 lignes de trains de banlieue, 51 gares, 60 stationnements incitatifs (30 000 places), 1 ligne d'autobus métropolitain, 85 km de voies en mesures préférentielles pour autobus, 1 775 000 km parcourus

Fréquentation 18,2 millions (trains et autobus métropolitain)

PROJETS DE TRANSPORTS EN COMMUN PRÉVUS PAR LA CMM DANS LE PLAN MÉTROPOLITAINE D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT

1. PROJETS DE «MAINTIEN ET AMÉLIORATION DES ACTIFS»

RÉSEAU DU MÉTRO (remplacement des voitures, programmes Réno-Systèmes, etc.) 6,5 milliards

TRAINS DE BANLIEUE (matériel roulant, centres d'entretien, garages, etc.) 1 milliard

RÉSEAU D'AUTOBUS (entretien des infrastructures et renouvellement des autobus) 2,3 milliards

AUTRES PROJETS (projets administratifs, services à la clientèle, etc.) 0,5 milliard

TOTAL 10,3 milliards
MAINTIEN ET AMÉLIORATION DES ACTIFS

2. PROJETS DE DÉVELOPPEMENT

RÉSEAU DU MÉTRO (prolongements du métro, matériel roulant additionnel) 6,5 milliards

TRAINS DE BANLIEUE (train de l'Est, train de l'Ouest, planification métropolitaine) 2,1 milliards

RÉSEAUX TRAMWAY ET SLR Réseau initial du tramway de Montréal 1,5 milliard
SLR (train léger Rive-Sud/Montréal dans l'axe du pont Champlain) 1 milliard

RÉSEAU D'AUTOBUS (voies réservées sur Pie-IX, mesures préférentielles, achats d'autobus) 1,5 milliard

TOTAL 12,6 milliards
PROJETS DE DÉVELOPPEMENT

TOTAL 22,9 milliards
ENSEMBLE DES PROJETS

Source: CMM

SERIEZ-VOUS PRÊT À RECEVOIR UN TRAITEMENT SANS AVOIR EU UN DIAGNOSTIC

L'Ordre des dentistes du Québec, dont le mandat est d'assurer la protection du public, tient à vous rappeler l'importance du diagnostic en médecine dentaire.

Docteur en médecine dentaire, le dentiste est le seul professionnel de la santé buccodentaire qualifié pour poser un diagnostic et vous conseiller sur l'ensemble des traitements appropriés.

Consultez-le régulièrement.

Dr Barry Dolman
Président

www.odq.qc.ca

 Ordre des dentistes du Québec

LE TOUR DU GLOBE



Shukri Ghanem PHOTO ARCHIVES AFP

Libye

L'ex-ministre du Pétrole trouvé mort

L'ancien ministre libyen du Pétrole a été retrouvé sans vie dans une section du Danube qui traverse Vienne, ont annoncé hier les autorités autrichiennes. Ancien premier ministre de la Libye, Shukri Ghanem, âgé de 69 ans, a occupé le poste de ministre du Pétrole jusqu'en 2011. Il avait quitté le pays pour se rendre en Tunisie puis en Europe en juin alors que les insurgés tentaient de renverser le régime Kadhafi. Après sa fuite, il avait déclaré qu'il soutenait l'opposition.

— Associated Press



Robert Hood PHOTO REUTERS

Syrie

L'ONU appelle à l'arrêt des violences

Le général norvégien Robert Hood, à la tête de la mission des observateurs de l'ONU, a appelé toutes les parties à l'arrêt des violences qui ont fait 15 nouvelles victimes en Syrie hier. Il faut « donner une chance » au plan de sortie de crise de l'ONU, a-t-il estimé. Ce plan prévoit notamment le retour de l'armée dans les casernes, l'arrêt des hostilités, la libération des détenus, le droit de manifester, l'ouverture d'un dialogue entre pouvoir et opposition ainsi que l'accès des humanitaires et de la presse.

— Agence France-Press



Manifestants à Bruxelles. PHOTO REUTERS

202 millions

Les politiques d'austérité assombrissent les perspectives de l'emploi dans le monde et quelque 202 millions de personnes seront au chômage cette année, selon l'Organisation internationale du travail. Et il est peu probable que l'économie mondiale croisse à un rythme suffisant ces deux prochaines années pour, simultanément, combler le déficit d'emplois actuel et fournir du travail à plus de 80 millions de personnes qui devraient arriver sur le marché du travail au cours de la même période.

— Agence France-Press



Saad el-Katatni PHOTO ARCHIVES AP

Égypte

Remaniement ministériel en vue

Le maréchal Hussein Tantaoui, chef d'État de fait de l'Égypte, a indiqué au président du Parlement Saad el-Katatni qu'il allait remanier le gouvernement, ont annoncé les Frères musulmans sur leur site internet. Cette annonce intervient au terme d'un bras de fer entre les généraux au pouvoir et les Frères musulmans, qui réclament depuis plusieurs semaines le limogeage du gouvernement, mais se heurtent au refus des militaires.

— Agence France-Press

Une certaine idée de la France



AGNÈS GRUDA
CHRONIQUE

PARIS — Il y a Morgane Bernet, 26 ans, récemment rentrée d'un séjour de trois ans comme volontaire au Tchad.

« Depuis que Nicolas Sarkozy est à la tête de la France, je ne suis pas fière de mon pays. Il représente le contraire de toutes mes valeurs : liberté, égalité, fraternité... »

Il y a aussi Lucie Muraire, jeune inspectrice d'impôt qui vit en Seine-Saint-Denis, une banlieue pauvre au nord de Paris, avec son mari, un enseignant.

« Chaque jour, nous voyons la dégradation des services publics. Dans l'enseignement, il y a de moins en moins d'aide pour les jeunes. » Résultat : les échecs scolaires se multiplient, selon elle.

Puis, il y a Jean-Louis Marsac, premier adjoint à la mairie de Villiers-le-Bel, une ville de banlieue qui avait été embrasée par les émeutes de 2007. Fraîchement élu, Nicolas Sarkozy avait alors promis de venir en aide aux quartiers les plus pauvres. « Mais il n'a rien fait. Au contraire,

toute la politique des quartiers s'est affaïssée. »

Enfin, il y a Bruno Ben Moumamba, qui avait failli tomber à la renverse en entendant le président Sarkozy reprocher aux Africains de « ne pas être assez entrés dans l'Histoire ». C'était au début de son règne, dans un discours prononcé à Dakar.

« Depuis que Nicolas Sarkozy est à la tête de la France, je ne suis pas fière de mon pays. Il représente le contraire de toutes mes valeurs : liberté, égalité, fraternité... » — Morgane Bernet, 26 ans.

Avec Nicolas Sarkozy, la France s'est mise à l'heure de la « guerre des civilisations », déplore ce Français d'origine gabonaise.

Vous avez compris : Morgane, Lucie, Jean-Louis et Bruno comptent voter pour François Hollande, dimanche prochain. Je les ai croisés hier, au dernier grand rassemblement public du candidat socialiste, au Palais omnisports, à Paris.

Devant la pyramide recouverte de pelouse, des

bénévoles portant les couleurs de François Hollande vendaient des saucisses merguez et des brochettes. « Recase-toi, pauvre président », affirmaient les t-shirts de campagne vendus à la sortie du métro — pastiche du fameux « casse-toi, pauvre con », que Nicolas Sarkozy avait un jour lancé à un homme ayant refusé de lui serrer la main.

Plus de 20 000 militants et sympathisants ont répondu à l'invitation du candidat socialiste. Ce qui m'a le plus frappé dans les propos échangés avec une quinzaine d'entre eux, c'est leur sentiment de vivre dans un pays qui ne

pas dans les États-Unis et les valeurs de George W. Bush.

Mais la comparaison s'arrête là. Car le mouvement pro-Hollande n'a pas l'intensité de la vague pro-Obama. Il est aussi beaucoup plus lucide. « Maintenant, il faut que Hollande ne nous déçoive pas », dit Bruno Ben Moumamba.

« Ce qu'il veut faire, c'est clair. La question, c'est est-ce qu'il va y parvenir », affirme une partisane socialiste un peu sceptique.

Comme les partisans d'Obama, les électeurs de François Hollande s'accrochent donc à l'espoir d'un changement, et partagent avec

Ainsi, il a aussi fait valoir que l'une de ses principales promesses, l'embauche de 60 000 nouveaux enseignants, serait financée par l'abolition des allègements fiscaux consentis aux plus riches sous Nicolas Sarkozy. Et il a juré que cela ne l'empêcherait pas d'éliminer en cinq ans le déficit budgétaire de la France.

« Il faut y croire », m'a soufflé un de ses partisans.

Un peu plus tôt, devant le quartier général de Nicolas Sarkozy, une bénévole, Marie-Madeleine Malvinsky, m'a avoué que si elle venait donner un coup de main à la campagne du président, c'est pour y trouver des mots d'encouragement. Car, avec les sondages qui donnent une avance de 10 points à François Hollande, la victoire, elle a de plus en plus de peine à y croire.

« Le vote de gauche est un vote poubelle, tout le monde déteste le président », a dit la dame de 68 ans, qui reproche elle-même à Nicolas Sarkozy de ternir son image avec son discours contre les immigrants. « Parfois, j'aimerais qu'il se calme un peu... »

La victoire est-elle vraiment dans la poche pour François Hollande? ai-je demandé à son directeur de campagne, Pierre Moscovic, croisé à la sortie de Palais omnisports.

« Dans la poche, non. Mais à la portée de la main... »

Soirées libertines du Carlton

« Il ne m'est jamais apparu qu'elles étaient organisées à mon intention », dit DSK

LILLE — Dominique Strauss-Kahn, mis en examen pour « proxénétisme aggravé en bande organisée » dans l'affaire dite du Carlton de Lille, a déclaré devant les juges qu'il ne lui était « jamais apparu » que les soirées libertines « étaient organisées à (son) intention », selon le site du Figaro hier.

Selon le journal, qui publie des extraits des procès-verbaux de l'audition de l'ancien directeur général du Fonds monétaire international, celui-ci a déclaré devant les juges le 26 mars au sujet de ces soirées : « Il ne m'est jamais apparu qu'elles étaient organisées à mon intention ». « Le journal de Serge Dassault, fidèle à sa ligne éditoriale, publie ces procès-verbaux entre les deux tours (de l'élection présidentielle en France). C'est cousu de fil blanc, personne ne sera dupe », a déclaré à l'AFP Richard Malka, l'un des avocats de DSK.

La révélation du contenu de ces procès-verbaux intervient alors que DSK est revenu sur le devant de la scène en pleine campagne présidentielle, notamment par la mise en ligne de ce qui est présenté comme une interview de l'ancien ministre socialiste par le site du journal britannique The Guardian.

Alors que les magistrats lui demandaient s'il ne pensait pas avoir mis en place un « système de complaisance dans (son) entourage dans le but de satisfaire (ses) besoins sexuels », DSK a contesté.

— Agence France-Press



Dominique Strauss-Kahn PHOTO ARCHIVES REUTERS

Colombie

Journaliste français enlevé

Un journaliste français correspondant en Colombie de la chaîne France 24, Roméo Langlois, a été enlevé à l'occasion d'affrontements entre les services de sécurité colombiens et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) samedi dans le sud du pays, a-t-on appris hier auprès du ministère français des Affaires étrangères. D'après le ministère colombien de la Défense à Bogota, trois soldats et un policier ont été tués samedi lors de l'attaque des FARC. Roméo Langlois, précise-t-on de même source, accompagnait pour un reportage une unité des forces colombiennes lors d'une opération antidrogue dans le département de Cauqueta (sud), qui a permis de démanteler cinq laboratoires de fabrication de cocaïne.

— Associated Press

QUELLE VALEUR EST LA PLUS ÉLEVÉE : Ko, Mo ou Go ?

Testez vos connaissances et, grâce à LA PRESSE, courez la chance de gagner l'un des 25 nouveaux iPad.

Pour tous les détails :
lapresse.ca/profiltechno

La date limite pour participer est le 23 mai 2012. Le règlement est disponible à LA PRESSE et sur lapresse.ca. La valeur totale des prix est de 12 975 \$.

LA PRESSE

Les Espagnols mobilisés

Des milliers de personnes dénoncent les coupes en santé et en éducation

AGENCE FRANCE-PRESSE

MADRID — Sous le mot d'ordre « on ne joue pas avec l'éducation et la santé », des dizaines de milliers de personnes ont manifesté hier à Madrid et dans plusieurs villes d'Espagne contre les nouvelles mesures d'austérité du gouvernement qui visent ces domaines très sensibles.

« Les coupes dans la santé et l'éducation, c'est la dernière chose que nous pouvions supporter, nous la classe des travailleurs. Sans ça, qu'est-ce qu'il nous reste? Nous n'avons même plus de travail », s'indigne Domingo Zamora, 60 ans, employé du secteur public, qui défile à Madrid.

Pour réduire cette année son déficit public de 8,51% à 5,3% du PIB, l'Espagne a annoncé le budget le plus austère de son histoire, prévoyant 27,3 milliards d'euros d'économies.

« Ils nous pressent jusqu'à l'asphyxie », renchérit Pilar Logales, 60 ans, employée dans une mutuelle de santé.

« C'est criminel de couper dans la santé » et « NON », pouvait-on lire sur les pancartes brandies par les manifestants sous la pluie.

La plupart des slogans étaient accompagnés du dessin d'une paire de ciseaux, symbolisant les coupes budgétaires.

En tout, des manifestations étaient organisées dans 55 villes d'Espagne par une « plateforme sociale de défense

de l'État providence et des services publics », qu'ont rejoints les deux principaux syndicats espagnols, CCOO et UGT.

À Madrid, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé, selon les journalistes sur place, 40 000 selon les syndicats.

En Andalousie, la plus grande région au sud de l'Espagne, les syndicats ont recensé 30 000 manifestants, la police réduisant ce chiffre à 11 500.

À Valence, le cortège a rassemblé entre 15 000 et 40 000 personnes, selon différentes estimations syndicales.

À Barcelone, seuls 700 manifestants se sont rassemblés, d'après la police, 4000 selon les syndicats.

« Ces coupes sont atroces », s'insurge Alba Sanchez, diplômée en journalisme de 30 ans, dans la capitale catalane.

« Je ne trouve pas de travail et mes parents souffrent, car tous deux travaillent dans le secteur de la santé publique. »

La mobilisation était beaucoup moins importante, hier, que lors des grandes manifestations organisées récemment en Espagne contre la cure d'austérité, notamment lors de la grève générale du 29 mars. Mais les syndicats ont appelé à manifester à nouveau le 1^{er} mai.

« Nous n'allons pas oublier les coupes, nous serons là tous les jours jusqu'à ce qu'elles soient corrigées », a lancé hier à Madrid le secrétaire général d'UGT, Candido Mendez.

Engagé dans une course à la réduction du déficit, le gouvernement conservateur espagnol a adopté le 20 avril un plan de rigueur visant les secteurs de la santé et de l'éducation, gérés en Espagne par les 17 régions.



Des manifestations ont été organisées dans 55 villes d'Espagne, dont Madrid (photo), où des manifestants de tout âge ont brandi des pancartes pour dénoncer les mesures d'austérité. La plupart des slogans étaient accompagnés du dessin d'une paire de ciseaux, symbolisant les coupes budgétaires.

Le pays espère ainsi dégager 10 milliards d'euros d'économies par an, dont 7 milliards dans la santé et 3 milliards dans l'éducation.

Très controversée en Espagne, la réforme sanitaire implique notamment de faire payer les retraités pour leurs médicaments, jusque-là gratuits pour eux, ou de restreindre l'accès à la santé publique des immigrés sans papiers.

En matière d'éducation, le gouvernement va notamment autoriser les régions à faire

grimper les droits d'inscription à l'université de 50 %, qui passeraient de 1000 à 1500 euros en moyenne.

« Nombreux sont ceux qui ne comprennent pas les décisions adoptées », a reconnu hier le chef du gouvernement, Mariano Rajoy.

« Mais le problème, c'est la crise, le chômage, la récession, le désordre dans les comptes publics, il faut opérer des changements structurels », s'est-il justifié, affirmant que son gouvernement continuera à adopter

des réformes « très importantes », « chaque vendredi » lors du Conseil des ministres.

Pour réduire cette année son déficit public de 8,51 % à 5,3 % du PIB, l'Espagne a annoncé le budget le plus austère de son histoire, prévoyant 27,3 milliards d'euros d'économies.

Le pays, retombé en récession, vient de pulvériser un nouveau record de chômage, avec 5,64 millions de chômeurs, soit un actif sur quatre sans emploi.

Un sioniste américain dans la tourmente



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Il est perfide. Il déteste Israël. Il adopte des formulations chères aux antisémites.

Peter Beinart, juif orthodoxe et sioniste américain, a inspiré ces jugements à des critiques de son nouveau livre, *The Crisis of Zionism (La crise du sionisme)*, une analyse du déclin du sionisme laïc aux États-Unis. L'ouvrage a valu à cet ancien rédacteur en chef de l'hebdomadaire *The New Republic* plusieurs autres injures dont la virulence ne semble cependant pas lui avoir fait perdre son sens de l'humour.

« Après la sortie de mon livre, un ami m'a demandé: "As-tu été la cible de mots durs, d'attaques *ad hominem* ou de dénégations personnelles?" Je lui ai répondu: "Tu veux dire en dehors de ma propre famille?" », a ironisé le journaliste de 40 ans lors d'une rencontre la semaine dernière à Brooklyn.

Mais qu'a bien pu écrire ce partisan repenté de la guerre en Irak pour susciter une controverse à laquelle même

l'ambassadeur d'Israël aux États-Unis a cru bon se mêler? Dans *The Crisis of Zionism*, Peter Beinart approfondit une thèse qu'il avait déjà présentée en 2010 dans la *New York Review of Books*. Une thèse pas vraiment révolutionnaire.

Selon Beinart, l'occupation de la Cisjordanie par Israël est en voie de miner irrémédiablement le caractère démocratique de l'État hébreu et d'aliéner une génération entière de jeunes juifs américains, un phénomène

Pour Peter Beinart, l'occupation de la Cisjordanie par Israël est en voie de miner irrémédiablement le caractère démocratique de l'État hébreu et d'aliéner une génération entière de jeunes juifs américains.

exacerbé par l'appui des principales organisations juives américaines – dont l'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee) – à tout ce que peut faire n'importe quel gouvernement israélien.

La réaction hostile de plusieurs critiques juifs au livre de Beinart tient en partie à la renommée de l'auteur, qui lui donne accès aux tribunes les plus prestigieuses. C'est d'ailleurs dans les pages du *New York Times* qu'il a défendu une des idées les plus contestées de son livre.

Pour accélérer la fin de l'occupation israélienne de la Cisjordanie, Beinart encourage les juifs américains à boycotter tout produit venant des colonies juives, un boycottage qui serait accompagné d'investissements équivalents sur le territoire propre d'Israël.

Aux yeux de Beinart, cet appel se veut une version « sioniste » de la campagne BDS (boycottage, désinvestissement et sanctions) lancée en 2005 par la société civile palestinienne et visant l'État d'Israël.

Bien qu'opposé à l'occupation de la Cisjordanie par Israël, l'influent journaliste américain Jeffrey Goldberg s'est insurgé contre la proposition de Beinart. « Des boycottages anti-juifs? Je sais où ça finit », a-t-il écrit sur Twitter en faisant allusion à l'Holocauste, une tragédie dont Beinart dénonce l'instrumentalisation par les principales organisations juives américaines.

« L'appel (au boycottage) de Peter Beinart le place très loin du courant majeur israélien, de la gauche modérée et de la

vaste majorité des Israéliens qui aspirent à la paix », a pour sa part écrit l'ambassadeur israélien à Washington, Michael Oren, dans sa page Facebook, lui reprochant d'ignorer la responsabilité des Palestiniens dans la situation actuelle au Proche-Orient.

Mais Beinart se défend d'avoir basculé dans la marginalité avec sa proposition de boycottage. Il dit avoir été inspiré dans sa démarche par trois des plus grands écrivains israéliens, David Grossman,

la démocratie dans l'État d'Israël », dit Peter Beinart.

« Et j'ai pensé que ma proposition serait une façon d'agir en solidarité avec eux », ajoute-t-il.

Mais la démocratie semble elle-même connaître des ratées aux États-Unis, où un président américain, en l'occurrence Barack Obama, peut à la fois récolter 78 % du vote juif et se faire humilier dans le Bureau ovale de la Maison-Blanche par un premier ministre israélien, en l'occurrence Benjamin Netanyahu.

En revenant sur la rebuffade publique adressée par Netanyahu à Obama sur la question des frontières de 1967, Peter Beinart rappelle que le premier ministre israélien a été ovationné à 29 reprises par les élus du Congrès américain lors d'un discours prononcé le lendemain de sa visite à la Maison-Blanche. L'auteur y voit une manifestation de l'influence démesurée de l'AIPAC et de ses alliés.

« L'AIPAC et ses alliés ont passé des décennies à se faire des amis sur la colline parlementaire et à faire craindre aux politiciens les conséquences de ne pas être les amis de l'AIPAC », écrit Beinart dans son livre, en souhaitant que son cri d'alarme contribue à éviter la transformation d'Israël en État d'apartheid.



Une femme est à la recherche de ses biens après qu'une bombe de l'armée soudanaise eut complètement détruit un refuge à Al Kanyar, au Soudan du Sud, tuant sur le coup une femme et deux enfants.

Soudan État d'urgence dans trois États

Le Soudan a déclaré l'état d'urgence dans trois États frontaliers du Soudan du Sud dont celui du Nil Blanc où le gouverneur a ordonné l'expulsion de 12 000 Sud-Soudanais, témoignant de tensions croissantes entre les deux États voisins. Ces tensions surviennent à la suite d'un mois de combats à la frontière. Le Soudan et le Soudan du Sud ne parviennent pas à s'entendre sur les questions restées en suspens depuis la partition des deux pays en juillet 2011, en particulier le tracé de la frontière et le partage des revenus pétroliers. — Agence France-Presse

Résultats des tirages du : 2012-04-29

5	7	8	9	10
♣	♦	♠	♣	♣

banco 07 08 16 21 23
25 30 36 42 44
45 46 51 52 55
56 59 62 64 66

Quotidienne 088
3703

Triplex 09 14
22 25 28

Astro Jour - Mois - Année - Signe
23 SEPTEMBRE 13 CAPRICORNE

Extra 3490560

Résultats des tirages du : 2012-04-28

649	09 21 22	28	Quotidienne	01 12 18	20
	42 44 48	compl.		24 32 49	compl.

Prochain gros lot (approx.) : 7 000 000 \$

5	4	6	10	R	Triplex	02 21
♥	♥	♣	♥	♥		23 25 27

banco 03 06 11 13 14 18 20 24 25 29
30 34 46 54 55 57 58 60 65 68

Quotidienne 016
3944

Astro Jour - Mois - Année - Signe
05 MARS 77 BÉLIER

Extra 8476236

MAX + MAXMILLIONS Ce vendredi, 50 MILLIONS \$
+ 2 lots de 1 million \$ (approx.)

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trotter > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAL

La tyrannie de la minorité



ANDRÉ PRATTE
 apratte@lapresse.ca

La CLASSE a rejeté hier du revers des mains levées la « solution globale » proposée vendredi par le gouvernement Charest dans l'espoir de mettre fin à la grève étudiante. Les deux autres regroupements, la FEUQ et la FECQ, annonceront aujourd'hui le fruit de leurs délibérations, mais leurs porte-parole ont déjà qualifié la proposition gouvernementale d'« insultante » et de « pied de nez ». L'intransigence des militants étudiants devient chaque jour plus évidente. Il est temps de mettre fin à cette comédie: le gouvernement n'a pas à négocier avec un mouvement qui, bien qu'il compte 175 000 participants, est minoritaire.

1524\$ sur trois ans par rapport au niveau actuel, 426\$ de moins que sous l'ancien scénario. C'est sans compter l'impact de l'amélioration des bourses. Selon les calculs du fiscaliste Luc Godbout, de l'Université de Sherbrooke, un grand nombre d'étudiants seront gagnants. Ainsi, en 2018-2019, un étudiant dont les parents gagnent 60 000\$ obtiendra 484\$ par an de plus qu'à l'heure actuelle, l'augmentation de sa bourse faisant plus que compenser la hausse des droits. C'est ça, l'offre « insultante » dont parlent les leaders étudiants?

Si le gouvernement devait négocier avec les contribuables chaque fois qu'une partie de ceux-ci est mécontente d'une hausse de taxe ou de tarif, l'État serait sans-le-sou. Pourquoi faudrait-il que Québec se plie aux volontés des étudiants d'université, groupe privilégié de la société s'il en est? Parce qu'ils ont le temps de manifester chaque jour? Parce qu'ils ont l'appui des artistes et des intellos?

Pourquoi les grévistes – moins d'un jeune sur cinq – devraient-ils dicter les décisions de l'État?

Plusieurs accusent le gouvernement libéral de mépriser « notre jeunesse ». Or, rappelez-le puisque personne ne semble vouloir en tenir compte, les grévistes ne représentent que 35 % des étudiants du niveau post-secondaire. Dans les universités, moins d'un étudiant sur trois boycotte ses cours. Enfin, le Québec comptant un million de personnes âgées de 16 à 25 ans, les grévistes constituent moins de 20 % de la jeunesse québécoise. Pourquoi cette minorité devrait-elle dicter les décisions de l'État?

Alors que Québec a fait plusieurs propositions substantielles depuis le début du conflit, le mouvement étudiant est jusqu'ici resté sur ses positions. Des observateurs ont prié le gouvernement d'étaler la hausse des droits de scolarité; c'est ce qu'il a accepté de faire vendredi. On a demandé au gouvernement d'accroître la portée des bourses, pas seulement celle des prêts; c'est ce qu'il a annoncé.

Grâce à l'étalement de la hausse sur sept ans, un jeune qui entreprend l'an prochain ses études de baccalauréat verra ses dépenses de scolarité augmenter d'un total de

À l'heure qu'il est, les directions des universités et des cégeps s'arrachent les cheveux pour trouver des façons de sauver la session d'hiver. Pourquoi? C'est aux étudiants qui boycottent leurs cours d'assumer les conséquences de leur décision. Dans les établissements où le réaménagement de la session est devenu trop complexe et trop coûteux, la direction devrait annoncer qu'à compter de telle date – disons le 4 mai –, tous les cours qui n'ont pas repris seront marqués aux bulletins comme des échecs, sauf pour les étudiants qui auront choisi d'abandonner. Il ne s'agirait pas d'une annulation de la session, mais de la conséquence normale d'une absence de longue durée. Aux étudiants de se débrouiller pour reprendre les cours abandonnés et échoués, selon les disponibilités lors des sessions suivantes.

Au cours des prochains jours, certains presseront le gouvernement de faire de nouveaux compromis. Le Parti québécois suggère un moratoire. On sait ce que ça veut dire: le retour au gel. D'autres parlent de la nomination d'un médiateur. Ce serait une perte de temps, dans la mesure où les leaders étudiants n'ont montré jusqu'à maintenant aucune volonté d'arriver à un compromis raisonnable.

Ayant déjà assoupli sa position, le gouvernement Charest doit maintenant tenir bon face à cette minorité militante, aussi bruyante soit-elle. Dans ce dossier, faire preuve de fermeté, ce n'est pas de l'entêtement, c'est tout simplement... gouverner.

OPINION

Des dommages inestimables

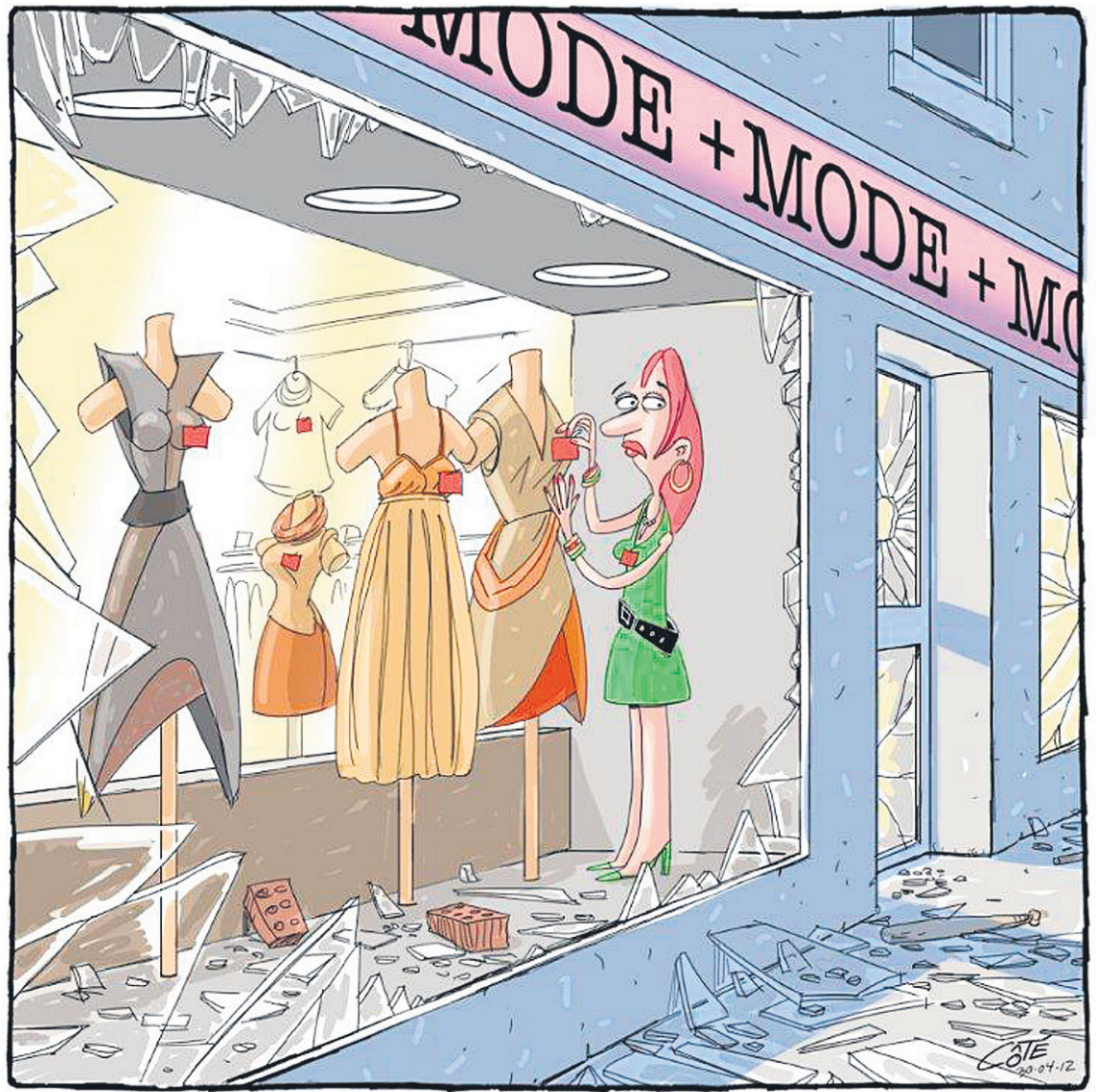
YVES DESLAURIERS
 Prévost

À quel moment la grève étudiante deviendra-t-elle un fiasco irréversible pour les deux parties? Si on tient compte des dommages aux immeubles, aux voitures, des torts multiples occasionnés par leur présence sur les ponts, dans les rues. Ajoutons à cela le temps régulier et supplémentaire des forces de l'ordre, et leurs munitions, les fourgons, ainsi que les recours en justice. Les salaires des professeurs, dont les salles de cours ont été désertées. S'il s'avère que cet arrêt de travail débouche sur des pertes inestimables, il faudra un nombre incalculable d'années pour les récupérer. Sans compter les entorses à la démocratie. Le mépris de l'autorité. Les attaques contre les policiers à

coups de pierres et autres projectiles, ces policiers dont on dénonce la brutalité.

Cet esprit carnavalesque frappera-t-il un mur plus imposant que celui de la police quand la réalité reprendra son cours? Les dommages pourraient être non seulement matériels, mais physiques, moraux et psychologiques à la suite de ce soulèvement qu'on associera aux périodes noires de notre démocratie. Une démocratie bafouée à la vue de tous, même des yeux les plus innocents. Une démocratie qui s'exerce dans le rapport de force est-elle souhaitable, saine?

L'appui aux étudiants aurait été constructif s'il avait été accompagné d'un sens de la mesure, incluant le genre de société dans lequel nous voulons vivre, et tenant compte du bien commun.



DROITS RÉSERVÉS / apcote@lesoleil.com

LE BLOGUE > QUEL AVENIR POUR MONTRÉAL?



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

UNE VITRINE INCONTOURNABLE

Le couturier Jean-Claude Poitras est formel: il faut cesser de saupoudrer les budgets çà et là à travers la cité, et s'attaquer à l'idée de faire renaître un quartier dans son ensemble, sans compromis, avec audace et créativité, pour en faire une vitrine et une référence incontournables à mille lieues de l'hétéroclisme sauvage typique de Montréal, où le meilleur côtoie inévitablement le pire.

Lisez le billet de Jean-Claude Poitras et réagissez sur www.lapresse.ca/avenirmtl

RÉPLIQUE

Une étude rigoureuse

BERTRAND SCHEPPER
 Chercheur à l'IRIS, l'auteur réplique à la chronique d'Alain Dubuc intitulée « Mensonges sur le Plan Nord », qui a été publiée le 20 avril.

Alain Dubuc prétend que la note intitulée « À qui profite le Plan Nord? », publiée par l'IRIS et dont je suis l'auteur, serait un « torchon » truffé d'erreurs méthodologiques. Afin d'éclairer le débat, je tiens à rectifier certains des propos de M. Dubuc qui m'apparaissent infondés.

M. Dubuc conteste les chiffres de l'IRIS sur deux points. Le premier est l'entrée d'argent que le gouvernement recevra en redevances et impôts de toutes sortes sur 25 ans. Nous évaluons ce montant à 14,2 milliards en nous basant sur une étude économique du Mouvement Desjardins. Ce total provient des prévisions d'entrées fiscales du ministère des Finances qui a nécessairement pris en compte l'impact fiscal complet du Plan Nord sur 25 ans. En considérant que pour le moment, les projets présentés par le gouvernement sont quasi exclusivement des projets d'extraction minière et non de transformation des matières premières, il n'est pas surprenant que les prévisions de retours fiscaux ne soient pas très élevées. Avant d'accuser l'IRIS de manquer de rigueur, M. Dubuc aurait pu mieux étayer ses recherches et vérifier d'où provenait cette donnée.

L'autre critique de M. Dubuc provient de son impression injustifiée que, depuis le « début », les investissements de 80 milliards du Plan Nord ont été énoncés ainsi:

47 milliards d'Hydro-Québec, 30 milliards de l'industrie privée et 3 milliards provenant du gouvernement. Il est étonnant que le chroniqueur, basée sur des hypothèses de travail de l'étude de SECOR, alors que le document officiel du Plan Nord ne fait pas de distinction entre les investissements privés et publics.

Nous pouvons craindre légitimement que le Plan Nord propose aux Québécois de prendre une part importante des risques de développement du Nord alors que les sociétés minières engrangeront les profits.

Plus surprenant encore, près d'un an après l'annonce du Plan Nord, soit lors du dernier budget provincial, c'est un journaliste de *La Presse*, Hugo Fontaine, qui a identifié au sein du budget que les 33 milliards d'investissements seraient finalement privés et que le gouvernement y ajouterait 2 milliards de fonds publics.

Les prévisions de l'IRIS sur le Plan Nord ont été publiées alors que le budget provincial n'avait pas encore été présenté par le gouvernement. Dès que le budget québécois a annoncé ses nouveaux chiffres, nous avons rectifié nos conclusions. Ainsi, lorsque M. Dubuc prétend que « depuis le début »,

la ventilation des investissements du Plan Nord est connue et omet de mentionner que l'IRIS a changé ses conclusions, il manque une fois de plus de rigueur.

M. Dubuc omet également de signaler nos recherches sur les coûts sociaux que causera la croissance de la population dans le Nord. Nous évaluons ces coûts supplémentaires à 6,15 milliards sur 25 ans, des coûts qui ne seront pas diminués par l'annonce budgétaire.

Notons que la part dite « privée » d'investissements présentée lors du budget provincial n'a pas encore été définie, les projets d'investissements se faisant encore attendre. Pour le moment, parmi les quelques annonces d'investissement, on compte le projet de chemin de fer entre Sept-Îles et Schefferville qui sera un partenariat entre le CN et la Caisse de dépôt, et les investissements provenant d'Investissement Québec qui financeront une étude de faisabilité pour la construction d'un gazoduc pour Gaz Métro.

Ces projets sont considérés comme privés dans le plan du gouvernement, alors qu'ils sont financés à même des fonds gouvernementaux. Nous pouvons craindre légitimement que le Plan Nord propose aux Québécois de prendre une part importante des risques de développement du Nord alors que les sociétés minières engrangeront les profits.

Les termes utilisés par M. Dubuc nous portent à croire qu'il accuse durement et sans vérification les travaux qui ne font pas l'éloge de la richesse privée aux dépens de la richesse collective.

À BIEN Y PENSER

Le gouvernement Harper a décidé de couper dans le budget de l'Agence canadienne d'inspection des aliments et celle-ci, pour répondre à la commande, choisit la solution facile: mettre en place un outil d'autoévaluation en ligne qui, on le suppose, serait rempli avec diligence et humour par les producteurs de produits de viande. C'est dans la philosophie du temps de remplacer la réalité par des outils d'évaluation qui, en fait, n'évaluent rien.

— Lucie Grisé, Montréal

DÉBATS

Petit rappel sur la démocratie



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

Dans un contexte normal, les offres globales que le gouvernement Charest a proposées aux associations étudiantes devraient permettre de dénouer la crise des droits de scolarité. Ce sont des offres que les étudiants pourraient accepter sans perdre l'honneur, pour retourner en classe et sauver leur session.

Je suis assez mal placé pour critiquer cette proposition gouvernementale en six points, qui ressemble beaucoup à ce que je suggérais la semaine dernière dans une chronique intitulée « Six pistes de solution ». Les améliorations aux prêts et bourses et le remboursement proportionnel au revenu réduisent sensiblement les irritants associés à une hausse des droits de scolarité.

Le problème, c'est que nous ne sommes pas dans un contexte normal. L'offre gouvernementale porte sur les droits de scolarité. Mais au fil des semaines, le mouvement s'est amplifié et déborde largement l'enjeu initial. Ce n'est plus un débat sur l'accessibilité et l'équité, mais quatre batailles qui s'entrecroisent.

Nous ne vivons pas dans un régime de démocratie directe où les décisions se prennent dans la rue.

L'opposition à la hausse est devenue un véhicule d'expression au mécontentement contre le gouvernement Charest. Elle a également pris de l'ampleur pour exprimer le ras-le-bol d'une partie de la jeunesse. Elle est enfin devenue un terrain d'affrontement sur deux conceptions du modèle québécois.

Cette dynamique complexe semble échapper à tout contrôle. Pour dénouer l'impasse, ça pourrait nous aider de revenir à la base et de rappeler quelques évidences. Nous ne vivons pas dans un régime de démocratie directe où les décisions se prennent dans la rue. Nous vivons dans une démocratie parlementaire, où il faut accepter qu'à un moment donné, c'est le gouvernement qui fait les arbitrages et qui décide.

Le Québec est dirigé par un gouvernement élu, à qui les électeurs confient un mandat et à qui ils délèguent des responsabilités. Ce système imparfait peut mener à des erreurs et à des abus. Nous disposons donc de mécanismes formels pour encadrer l'exercice du pouvoir, comme les institutions parlementaires, les lois et les tribunaux. À cela s'ajoute une foule de mécanismes informels pour amener un gouvernement à ajuster le tir — mouvements d'opinion, sondages, débats publics. Enfin, le peuple dispose d'une arme ultime à travers ses choix électoraux.

Le débat sur les droits de scolarité a été soumis à ces mécanismes. La hausse a été largement expliquée dans un budget déposé par un gouvernement élu, qui a été adopté par l'Assemblée nationale. Cette mesure a fait l'objet d'une consultation, d'avis d'organismes consultatifs. Elle a ensuite provoqué un mouvement d'opposition des étudiants qui a obligé le gouvernement à mettre de l'eau dans son vin. On peut aussi constater que ce projet compte sur d'importants appuis — celui d'une majorité des citoyens, et celui d'un des deux grands partis d'opposition. Et que les deux tiers des étudiants ne participent pas à la grève.

Tous ces éléments contribuent à donner une légitimité à la démarche gouvernementale. Assez pour conclure, au terme de ce vaste débat public, que la balance penche clairement en faveur des partisans de cette hausse. En démocratie, c'est le plus souvent ainsi que les décisions se prennent.

Mais ces mécanismes d'arbitrage ne fonctionnent pas parce que les associations étudiantes ne veulent pas accepter ce verdict. On peut y voir l'expression collective du phénomène de l'enfant-roi, typique de cette génération à qui personne n'a jamais dit non. Les jeunes n'étaient pas d'accord avec la hausse. Ils l'ont exprimé. Mais ensuite, ils ont été stupéfaits et indignés de découvrir que le gouvernement ne se rendait pas à leur point de vue.

Mais, pour un gouvernement, le respect des principes démocratiques ne signifie pas qu'il doit reculer à chaque fois qu'une de ses décisions suscite des résistances. C'est aussi de faire des choix, pour le bien commun, quitte à déplaire.

À VOTRE TOUR



Le Défi têtes rasées Leucan a été lancé en Montérégie en 2001. Il s'est étendu à l'échelle de la province trois ans plus tard, en 2004.

PHOTO ARCHIVES LE QUOTIDIEN

L'ESPRIT DE SACRIFICE

J'ai été déçue de la réaction de mon entourage quand j'ai décidé de me faire raser les cheveux pour une bonne cause



SOPHIE LAMONTAGNE
L'autœur est étudiante en ébénisterie.

J'ai récemment décidé de m'engager dans une action qui n'est pas typique de ma personnalité, puisque celle-ci exige de parler à beaucoup de gens, de les sensibiliser, de les solliciter et d'être, malgré ma grande timidité, sous le feu des projecteurs.

Non, rassurez-vous, je ne parle pas de politique, mais bien du Défi têtes rasées de Leucan. Personnellement, le plus difficile dans tout ça me semblait être le côté social, de devoir approcher les gens et de parler d'une cause qui, bien qu'elle me touche vraiment, reste quand même assez loin de mon quotidien.

Faire couper mes cheveux, qui font maintenant 50 cm, se trouvait être la partie la plus bénigne de l'histoire. J'ai donc retroussé mes manches, pris mon courage à deux mains et me suis transformée en personne charismatique afin d'aborder mon entourage. Et moi, naïve, qui m'imaginai bénéficier d'une immunité diplomatique puisque j'allais me faire raser les cheveux « pour une bonne cause » et que j'allais expliquer qu'il s'agissait d'un acte de « solidarité envers les enfants qui ne choisissent pas de perdre leurs cheveux », j'ai été franchement déçue.

Je ne peux pas dire que je suis déçue du petit nombre de dons que j'ai reçus, puisque je ne m'attendais pas à grand-chose, étant issue d'un milieu qui n'est pas particulièrement aisé, mais plutôt par la réaction des gens.

Les premières personnes à qui j'ai annoncé ma participation à ce défi ont eu l'air d'un chœur grec qui venait d'apprendre la trahison de Dalila envers Samson. Je ne me suis jamais vraiment souciee de l'opinion des gens par rapport à mon appa-

Les gens essaient de me dissuader en me disant qu'ils ne me donneraient de l'argent que si je gardais mes cheveux, car, sans eux, je ne serais « pas belle ».

rence. Mais je dois avouer que de me faire clairement dire que je serais laide les cheveux rasés a légèrement froissé, non pas la femme en moi, mais l'empathique profonde que je suis.

Voyez-vous, me dire que je serais laide, c'est comme dire à tous ces enfants que j'essaie de défendre: « Toi aussi t'es lette, mais on peut pas te le dire, parce que t'es rien qu'un enfant, pis en plus, t'as le cancer ».

Bien que je reçoive maintenant multitude d'encouragements de gens qui appuient mon geste, j'accumule aussi les critiques, étonnamment nombreuses, de ceux qui ne veulent pas m'encourager. En plus, ils essaient de me dissuader en me disant, mot pour mot, qu'ils ne me donneraient de l'argent que si je gardais mes cheveux, car, sans eux, je ne serais « pas belle ».

À ces derniers, je dis: mais qu'est-ce que mon esthétique peut bien vous faire? Vous ne comprenez donc pas la notion de sacrifice? Que vous ne donniez rien, je m'en fiche, je ne suis pas là pour tordre des bras, mais au moins, essayez de comprendre le geste. Et là, seulement là, je comprends vraiment pourquoi je relève ce défi.

Le Défi têtes rasées, ce n'est pas qu'une campagne de souscription jusqu'au jour de la tonte de groupe. On ne pourra jamais convaincre tout le monde de donner, ni même leur faire comprendre la portée du geste.

Se faire raser les cheveux, ce n'est pas que le sacrifice d'une poignée de poils, mais c'est aussi l'« après ». Un après qui va durer des mois, où l'on va se faire poser des questions et maintes fois se faire critiquer, malgré les bonnes intentions.

Et c'est là, avec le temps, que je crois qu'on devient de vrais défenseurs de la cause, avec une bonne connaissance du sujet et, par-dessus tout, avec les mots justes pour faire simplement comprendre, sans demander.

Montréal, une ville si accueillante...

DOMINIC DÉSILETS
L'auteur réside à Boucherville.

Après un vol de plus de huit heures en provenance d'Europe, j'arrive à Montréal épuisé, en milieu d'après-midi. Je suis loin de me douter que ma journée était loin d'être terminée.

En arrivant aux douanes canadiennes, quelle n'est pas ma surprise de constater que la file s'étend jusqu'en haut des escaliers du terminal. Une longue attente de plus de 45 minutes s'ensuit, à serpenter docilement les corridors créés de toutes pièces pour endiguer cette marée humaine. Les gens n'en peuvent plus, protestent et les touristes n'en croient pas leurs yeux, surtout quand ils constatent qu'au moins six guérites ne sont pas ouvertes, faute de douaniers.

Après avoir fait connaissance avec un douanier bête et expéditif, je m'amène au carrousel des bagages, croyant, à tort, que ma valise y serait présente. Celle-ci n'y est toujours pas,

mais la pagaille, elle, est assurément au rendez-vous: les bagages de trois vols sont sur le même carrousel. Je dois attendre 15 minutes supplémentaires pour obtenir ma valise. L'heure de la libération a enfin sonné. Erreur, nous devons faire la file de nouveau pour remettre la carte de déclaration. Dix minutes d'attente de plus.

Quand on revient d'Europe, où les transports en commun sont une priorité, en particulier autour des aéroports, le clivage est catastrophique.

Comme j'habite sur la Rive-Sud, j'ai prévu prendre la navette 747 jusqu'au métro Berri-UQAM. Après avoir payé mes 8\$, j'entre dans l'autobus. Pendant 10 minutes, les gens s'entassent à l'intérieur, si bien que l'autobus est bondé

par pas moins de 50 passagers, dont la moitié fera le trajet debout. Il y a des gens et des bagages partout, on a peine à respirer.

Puisqu'il n'y a aucune voie réservée pour les transports en commun vers le centre-ville, l'autobus prend 75 minutes pour parcourir la distance entre l'aéroport et le métro Lionel-Groulx! Je décide de débarquer à cet arrêt et de faire le reste du parcours en métro. Malheureusement, l'escalier mécanique ne fonctionne pas, et je dois donc traîner ma valise à bout de bras. Les ascenseurs sont aussi absents à la station Longueuil-Université de Sherbrooke. Une chance que je suis en bonne condition physique!

Bref, j'arrive chez moi à 18h35, soit plus de trois heures après l'atterrissage de mon avion. Quand on revient d'Europe, où les transports en commun sont une priorité, en particulier autour des aéroports, le clivage est catastrophique.

Merci, Montréal, pour cet accueil si chaleureux. Je n'en demandais pas tant.

Le concessionnaire avisé lit les petits caractères : \$, 0, m, v. Les offres de cette annonce s'appliquent à la livraison au détail des modèles neufs, sélectionnés, achetés entre le 3 et le 30 avril 2012 auprès des concessionnaires participants et peuvent être modifiées sans préavis. Le transport (1 500 \$) et la taxe sur le climatiseur (le cas échéant) sont compris dans le prix d'achat. Certains frais supplémentaires ne seront ajoutés au prix tout inclus des véhicules annoncés. L'immatriculation, l'assurance, les droits sur les pneus neufs (15 \$) et les taxes applicables sont en sus et seront exigés à la livraison. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les exemples de financement ne comprennent aucun versement initial. Un acompte peut être demandé. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et conditions. ¹ Le prix d'achat s'applique au Ram 1500 SXT V8 Quad Cab 4x4 2012 (056141 + 23A + AGR) : 24 995 \$ et au Ram 1500 ST Cabine Régulière 4x2 2012 (051161 + 22A + DSA) : 18 995 \$. Le prix d'achat comprend, le cas échéant, une remise au comptant. ² Les remises au comptant (Ram 1500 SXT V8 Quad Cab 4x4 2012 : 9 750 \$/Ram 1500 ST Cabine Régulière 4x2 2012 : 7 500 \$) sont offertes sur la plupart des modèles neufs 2012 et sont déduites du prix négocié avant l'application des taxes. ³ Le taux de 4,99 % jusqu'à 96 mois est offert aux clients admissibles sous réserve de l'approbation de crédit par la RBC Banque Royale, la Banque Scotia, Financement Auto TD et Ally Credit Canada sur la plupart des modèles Chrysler, Jeep, Dodge et Ram 2012. Exemples : Ram 1500 SXT V8 Quad Cab 4x4 2012 (056141 + 23A + AGR)/Ram 1500 ST Cabine Régulière 4x2 2012 (051161 + 22A + DSA) avec un prix d'achat de 24 995 \$/18 995 \$ financé à un taux de 4,99 % pour 96 mois équivalent à 410 paiements hebdomadaires de 72,90 \$/55,40 \$, des frais de crédit de 5 331,40 \$/4 052 \$ et une obligation totale de 30 326,40 \$/23 047 \$. ⁴ Prix des modèles montrés : Ram 1500 Laramie à cabine d'équipe 2012 avec équipement optionnel (056998 + 26H + XB9) : 40 655 \$ incluant 9 750 \$ de remise au comptant; Ram 1500 ST Cabine Régulière 4x2 (051161 + 22A + DSA) : 18 995 \$ incluant 7 500 \$ de remise au comptant. Les modèles montrés peuvent différer légèrement des modèles qui sont commercialisés au Canada. ⁵ Selon le Programme d'évaluation des nouvelles voitures utilisé par l'organisme américain National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) (www.safercar.gov). ⁶ Basé sur la longévité de l'ensemble de la gamme de pick-up Ram par rapport à la longévité des gammes de pick-up compétitifs. Selon l'étude de R.L. Polk Canada, Inc. des véhicules canadiens des années modèles 1987 à 2011 en opération au 1^{er} juillet 2010. ⁷ Basé sur une étude de l'industrie canadienne faite entre mai 2010 et mai 2011, auprès des propriétaires de camion léger au moment de l'échange de leur véhicule pour un nouveau camion. ⁸ Basé sur le classement 2012 des camions pleine grandeur de Ward's. Le sceau Best Buy est une marque de commerce de Consumers Digest Communications LLC et utilisée sous licence. ⁹ SIRIUS et le logo du chien sont des marques déposées de Sirius Satellite Radio Inc. **Coop publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep • Dodge • Ram**

SON PRIX FAIT PARTIE DE SA LÉGENDE.

RAM 1500 ST CABINE RÉGULIÈRE 4X2 2012

À PARTIR DE :

18 995 \$[‡]



Ram 1500 ST à cabine régulière 4x2 2012 montrée*

LE PRIX INCLUT 7 500 \$[°] DE REMISE AU COMPTANT, LES FRAIS DE TRANSPORT ET LA TAXE SUR LA CLIMATISATION.

- Moteur V6 de 3,7 L avec transmission automatique (215 ch/235 lb-pi)
- Roues de 17 po en acier
- Média Centre 130 avec lecteur CD/MP3 et six haut-parleurs
- Climatisation
- Freins à disque et antiblocage aux quatre roues (ABS)
- Système électronique d'antidérapage (ESC) avec dispositif antilouvoiement de la remorque, assistance au freinage, dispositif électronique antirotulis, antipatinage toutes vitesses et assistance au départ en pente
- Six coussins gonflables

OU CHOISISSEZ



GAGNANT DU PRIX 2012



GAGNANT « MEILLEUR ACHAT 2012 » DE CONSUMERS DIGEST



COTE DE SÉCURITÉ 5 ÉTOILES DE LA NHTSA AUX ESSAIS DE COLLISION LATÉRALE

RAM 1500 SXT V8 QUAD CAB 4X4 2012

« LA GAMME DE PICK-UP LA PLUS DURABLE AU PAYS » - R.L. Polk***

À PARTIR DE :

24 995 \$[‡]

73 \$[‡]

PAR SEMAINE
FRAIS DE TRANSPORT ET TAXE SUR LA CLIMATISATION INCLUS
POUR 96 MOIS

LE PRIX INCLUT 9 750 \$[°] DE REMISE AU COMPTANT, LES FRAIS DE TRANSPORT ET LA TAXE SUR LA CLIMATISATION.

FAITS SAILLANTS SUR LE RAM

- De plus en plus de propriétaires de camion léger optent pour un Ram 1500[‡]
- Le camion léger de plus en plus choisi au pays[°]
- Le camion Ram le plus récompensé
- Le moteur HEMI^{MD} a gagné 6 fois la mention « 10 meilleurs moteurs » de Ward's
- La technologie du système écoénergétique MDS transforme le puissant moteur HEMI^{MD} V8 en un quatre cylindres économique en carburant
- Rangement de caisse RamBox^{MC} disponible – exclusif dans sa catégorie^A
- Bacs de rangement dans le plancher disponibles – exclusifs dans sa catégorie^A
- Garantie Groupe motopropulseur de 5 ans/100 000 km

PASSEZ CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER • JEEP^{MD} • DODGE • RAM DU QUÉBEC

www.camionram.ca



Ram 1500 Laramie à cabine d'équipe 2012 avec équipement optionnel montré*

SCANNER ICI POUR PLUS D'OFFRES



LE COURAGE - LA LÉGENDE



RAM